

groupe diffusion plus

- 03 📄 Le message du président
- 04 📄 Les chiffres clés
- 06 📄 Nos services
- 08 📄 Le marché
- 09 📄 Les événements marquants
- 10 📄 Organigramme
- 11 📄 Attestation du responsable du rapport annuel
- 13 📄 Sommaire cahier financier
- 83 📄 Sommaire rapports et informations
- 99 📄 Ordre du jour et texte des résolutions

Mesdames, Messieurs,
Chers Actionnaires,

Cet exercice a été marqué par :

- * la crise économique qui a particulièrement touché la VPC et le marketing direct ;
- * la mise en place des nouveaux contrats postaux Destinéo à destination de nos clients vépécistes et de ceux qui utilisent le marketing direct. Ces contrats ont eu pour conséquences de diminuer nos marges et les flux d'affranchissements ;
- * les graves difficultés rencontrées par notre filiale espagnole qui, devant le manque de perspectives de redressement, nous ont conduit à mettre Mailtec Diffusion sous la réglementation de la loi sur les faillites puis à prendre la décision d'abandonner cette activité ;
- * la contribution nettement positive aux résultats consolidés de notre filiale Data One spécialisée particulièrement dans le courrier de gestion, son activité n'ayant pas été impactée par les contrats Destinéo ;
- * la diminution de notre endettement.

Le contexte économique actuel est toujours morose. Les prévisions de reprise se situent plutôt mi 2010 ce qui rend les anticipations de chiffre d'affaires et de résultat du groupe assez difficile à établir. Toutefois nous envisageons un chiffre d'affaires, à périmètre constant, en baisse et un résultat net part du groupe en forte diminution.

Au nom de Groupe Diffusion Plus, je tiens à vous remercier pour votre confiance.

William Mériel,
Président Directeur Général.



Le message du président

William Mériel, Président Directeur Général.

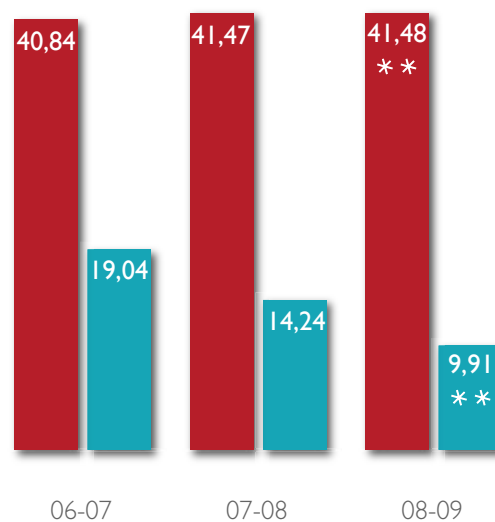
Les chiffres clés



ÉVOLUTION DU
CHIFFRE D'AFFAIRES
(EN M€)



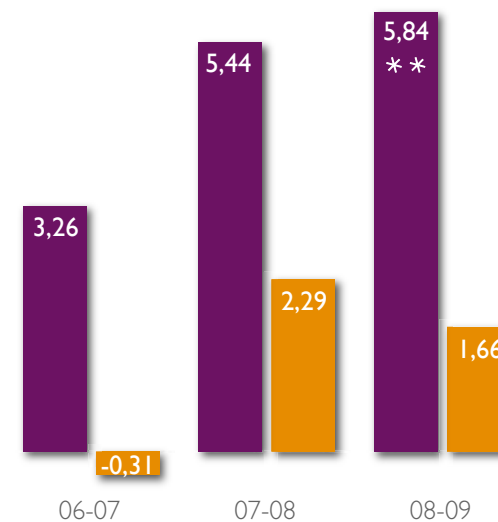
* Cession de 95% du capital de Dinexis avec effet au 01.05.07.
** Hors Mailtec : activité abandonnée.



ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES
(AVANT DISTRIBUTION) ET DES
DETTES FINANCIÈRES NETTES
(EN M€)



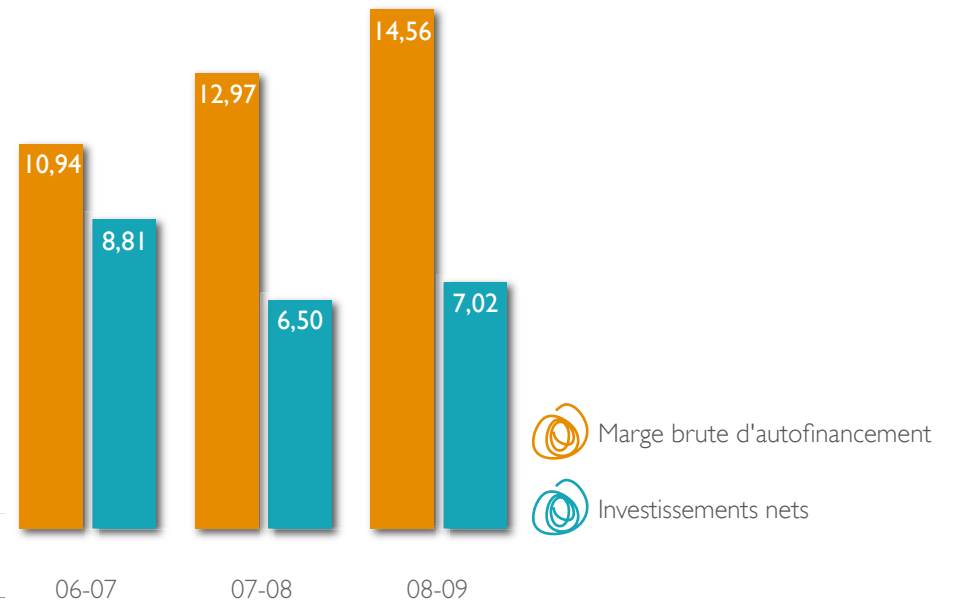
 Capitaux propres
 Dettes financières nettes

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT
D'EXPLOITATION ET DU RÉSULTAT
NET PART DU GROUPE
(EN M€)

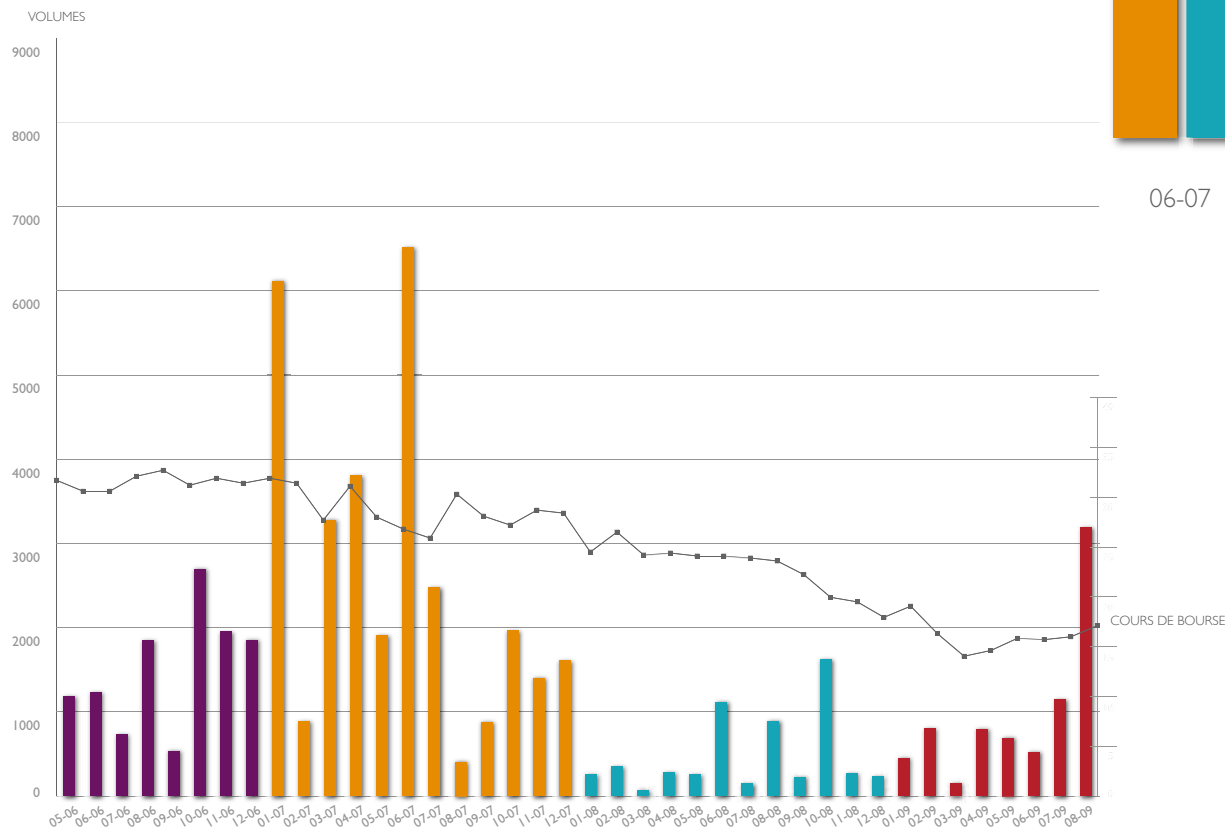


 Résultat d'exploitation
 Résultat net (part du Groupe)

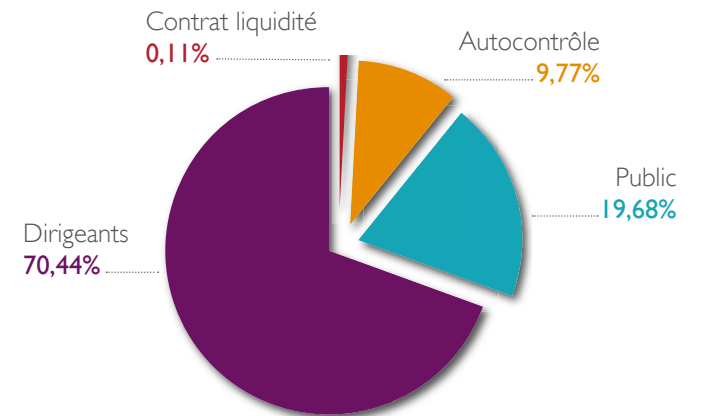
ÉVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT ET DES INVESTISSEMENTS NETS (EN M€)



ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE



RÉPARTITION DE L'ACTIONNARIAT AU 31.07.09



Prestataire incontournable dans la logistique de la communication directe, le Groupe Diffusion Plus accompagne les entreprises de vente à distance, les clients utilisant le marketing direct ou les grands donneurs d'ordres en matière d'imprimés de gestion (factures, relevés de comptes...).

Son potentiel de production et ses récents investissements et développements dans les domaines de l'édition de gestion et de l'impression « couleur variable » en font un interlocuteur majeur proposant un éventail complet de services en direction:

* du marketing direct, de la vente à distance ;

* de la gestion de clientèle ;

Le Groupe Diffusion Plus compte plus de 1000 clients avec lesquels nous entretenons un réel partenariat et notamment les plus grands opérateurs des divers secteurs d'activité :

- | | |
|--------------------------------|-------------------------|
| * VPC | * TÉLÉCOMMUNICATION |
| * MULTI MÉDIA | * BANQUES ET ASSURANCES |
| * TÉLÉ ACHAT | * AGENCES DE PUBLICITÉ |
| * GRANDE DISTRIBUTION | * ASSOCIATIONS |
| * INDUSTRIE | * PRESSE ÉDITION |
| * SECTEUR PUBLIC (La Poste...) | |

NOUS
SERVIR



Les expéditions « nouvelle génération »...



...alimentés par les trois SNOX (chariots autonomes) assurant partiellement la logistique chez Diffusion Plus.



Xeikon 6000 chez Data One

LE MARKETING DIRECT, LA VENTE À DISTANCE

Afin d'optimiser les investissements publicitaires, il est nécessaire de sélectionner des fichiers d'adresses fiables. Ces fichiers sont traités pour permettre l'élimination des doublons et les mettre éventuellement aux normes postales.

En fonction de certains critères, et grâce aux bases de données comportementales, le message adressé pourra être personnalisé tant au niveau des textes que des images, de telle sorte qu'il corresponde le plus possible aux probabilités d'achats du consommateur final.

Afin de favoriser l'acte d'achat, nous pouvons coller sur les documents des petits objets (clés de voiture, cartes de fidélité, ...) ou des échantillons (produits de beauté, ...).

Les documents doivent ensuite être façonnés (pliage, massicotage, ...) ou assemblés (feuillet, catalogue, ...).

Le message est alors prêt à être conditionné sous film ou sous enveloppe.

NOS SERVICES

LA GESTION DE CLIENTÈLE

L'envoi en nombre de factures, de relevés de comptes, nécessite un très haut niveau de sécurisation auquel nous satisfaisons par la mise en place de systèmes automatiques de contrôle assurant aux clients l'intégrité de chaque pli et l'intégralité de l'expédition. La réception des données, le traitement des fichiers, la composition des documents, l'impression et le conditionnement sous enveloppe constituent les étapes préalables à l'expédition.

A chaque étape principale du processus, le client peut avoir accès en temps réel à l'état d'avancement de la production via internet.

Enfin, nous pouvons assurer l'archivage électronique des documents.

Une partie importante des volumes traités tant en marketing direct qu'en gestion de clientèle est expédiée par voie postale.



Le marché

Le marché de la vente par correspondance et du marketing direct s'insère dans celui plus général de la communication.

D'après l'enquête IREP-FRANCE PUB, les dépenses de communication des annonceurs ont atteint 32,37 milliards d'euros en 2008, soit une baisse de 1,4 % par rapport à 2007.

Les dépenses en marketing direct se sont élevées à 9,56 milliards d'euros (- 1,9 %) et représentent 29,5 % des dépenses publicitaires. Les dépenses pour la partie mailing ressortent à 4,53 milliards d'euros, en baisse de 0,7 % par rapport à 2007. L'achat d'espaces internet et de liens sponsorisés sont en hausse de 19,9 % mais ne représente que 3,1 % des dépenses des annonceurs.

On constate, depuis 3 ans, une baisse des dépenses des annonceurs en marketing direct (-1,5% en 2006, -2,9% en 2007 et -0,7% en 2008).

Concernant la libéralisation du secteur postal, la directive européenne du 10.06.02 (2002/39/CE) a adopté l'échéancier suivant :

- * Au 01.01.03 seul le courrier inférieur à 100 grammes est resté sous monopole. Précédemment le poids du courrier sous monopole était fixé à 350 grammes.
- * Le 01.01.06 le poids du courrier sous monopole a été ramené à 50 grammes.
- * Le 01.01.09 l'ensemble du courrier devait être sorti du monopole, mais le 11 juillet 2007, le parlement européen a octroyé un délai supplémentaire de deux ans, soit le 1er janvier 2011, pour la libéralisation intégrale du secteur postal. Cette décision a conduit Adrexo qui commençait à concurrencer La Poste sur les mailings adressés, à cesser cette activité.



Hunkeler chez Diffusion Plus



Kodak VL 2000 chez Data One

Dégradation de la conjoncture économique qui s'est aggravée au cours du 2ème semestre de l'exercice.

AOÛT 2008

Cession de 100% du capital de Porenvel au Portugal sans effet sur les comptes de l'exercice.

SEPTEMBRE 2008

Mise en place par La Poste des nouveaux contrats DESTINEO (marketing direct et V.P.C) qui ont eu pour conséquence l'augmentation du paiement direct auprès de La Poste des affranchissements et la réduction de nos marges par la diminution de la facturation des prestations de tri à La Poste, cette diminution n'ayant été refacturée que partiellement aux clients.

LES EVENEMENTS MARQUANTS

ORGANIGRAMME DU GROUPE AU 30.04.09

SA GROUPE DIFFUSION PLUS

au capital de 2 019 600 euros.

100 % * SAS DIFFUSION PLUS

Au capital de 1 032 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

100 % * SAS ÉMISSAIRES

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

100 % * SARL DATA ONE

Au capital de 1 300 000 euros.

Impression.

Personnalisation.

Edition de documents de gestion.

Conditionnement et expédition de courriers.

100 % * SAS NORD SOUS FILM

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

100 % * SAS LA PARISIENNE DE ROUTAGE

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

Travaux manuels. Colisage.

55 % * SL MAILTEC DIFUSIÒN

Au capital de 420 700 euros.

Impression. Personnalisation.

Conditionnement et expédition de courriers.

51 % * SAS GOCAD SERVICES

Au capital de 120 000 euros.

Développement, commercialisation d'un

logiciel de communication direct.

51 % * SAS FIDBACK

Au capital de 37 000 euros.

Conseil, conception et réalisation d'actions

de communication directe.

100 % * SCI LA GROSSE REMISE

Atelier, stockage et bureaux utilisés par Dinexis.

100 % * SCI ESPACE

Atelier, stockage et bureaux utilisés par Dinexis.

100 % * SCI PROVENCE

Terrain utilisé par Émissaires.

99,8 % * SCI LES SPIRÉES

Terrain utilisé par Groupe Diffusion Plus et Diffusion Plus.

99,8 % * SCI POUR L'EUROPE

Terrain utilisé par Dinexis.

35 % * SAS REGROUP'EURE⁽¹⁾

Au capital de 100 000 euros.

Regroupement et tri de courriers.

40 % * SAS REGROUP'NORD⁽¹⁾

Au capital de 100 000 euros.

Regroupement et tri de courriers.

19,97 % * SA TRAGEM ONE⁽¹⁾

Au capital de 300 000 dirhams.

Prestations informatiques en éditique
de gestion et en marketing direct.

19,62 % * SA TAGG INFORMATIQUE⁽¹⁾

Au capital de 3 312 920 euros.

Impression.

Personnalisation.

Edition de documents de gestion.

Conditionnement et expédition de courriers.

7 % * SARL BDM PLUS⁽¹⁾

Au capital de 35 000 euros.

Conseil en communication directe.

5 % * SAS DINEXIS⁽¹⁾

Filiale de Diffusion Plus

Au capital de 1 552 630 euros.

Logistique de vente à distance.

60%

⁽¹⁾ SOCIÉTÉS NON CONSOLIDÉES

organigramme

ORGANES DE DIRECTION

Président Directeur Général

* William Mériel

Directeurs Généraux Délégués

* Daniel Ferrand * Philippe Miserey

Conseil d'administration

* William Mériel * Mauricette Mériel

* Philippe Miserey

COMITÉ DE DIRECTION

- * William Mériel, Président Directeur Général
- * Daniel Ferrand, Directeur Général Délégué
- * Philippe Miserey, Directeur Général Délégué
- * Frédéric Goy, Directeur Général Adjoint Diffusion Plus
- * Gabriel Brès, Directeur Data One
- * Michel Landry, Directeur Émissaires
- * Stéphane Pierre, Directeur Général Gocad Services
- * Guillaume Charles, Directeur Général Fidback
- * Loïc Lefebvre, Directeur du Développement

RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires et au public pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et perspectives de la société, ainsi que sur les droits attachés aux titres.

William MERIEL
Président Directeur Général

RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

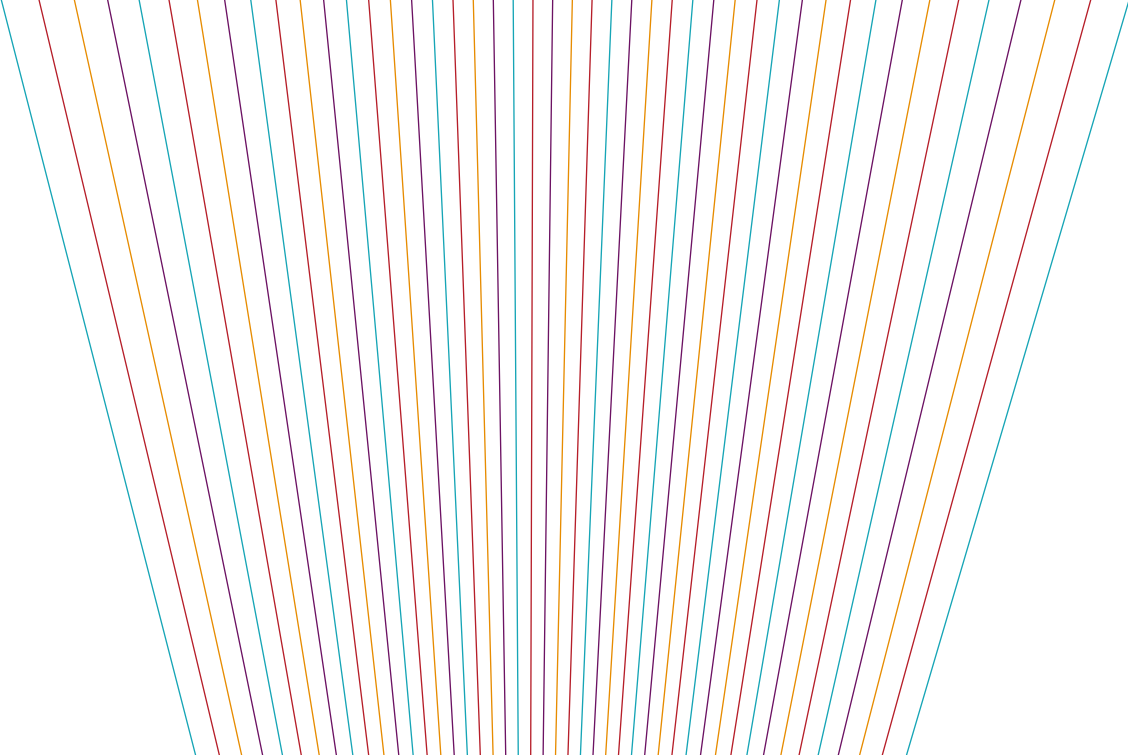
- * SCOGEX - 20 Rue de Verdun - 27000 EVREUX
- * MAZARS - 53 Rue Louis Pasteur - 76135 MONT SAINT AIGNAN

RESPONSABLES DE L'INFORMATION

- * GROUPE DIFFUSION PLUS - Philippe MISEREY - pmiserey@diffusionplus.net
- * ASSET COM - Laurence COSTES - lcostes@assetcom.fr

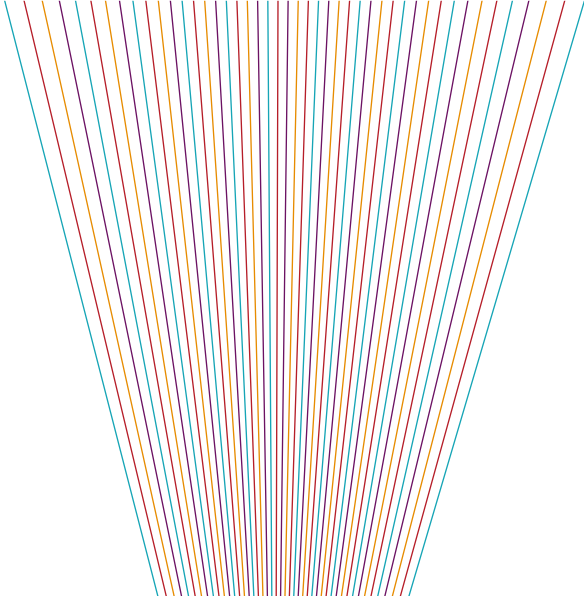
responsable du rapport annuel
responsables du contrôle des comptes et de l'information

- 16 ④ rapport de gestion
- 25 ④ comptes consolidés
- 28 ④ tableau des flux de trésorerie
- 29 ④ tableau de variation des capitaux propres consolidés
- 30 ④ annexe aux comptes consolidés
- 57 ④ rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
- 58 ④ comptes sociaux
- 61 ④ annexe aux comptes sociaux
- 74 ④ tableau des résultats financiers
- 75 ④ rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux
- 77 ④ rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées



Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale, conformément aux dispositions de la loi et de nos statuts, afin de vous rendre compte de l'activité de notre société et vous soumettre, pour approbation, les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2009, et l'affectation du résultat.



I - L'ACTIVITÉ DU GROUPE CONSOLIDÉ

Cet exercice a été marqué par :

- * la crise économique qui a particulièrement touché le marketing direct et la VPC.
- * la mise en place des nouveaux contrats postaux Destinéo à destination de nos clients en marketing direct et véricistes en septembre 2008. Ces nouveaux contrats ont eu pour conséquence de diminuer nos marges et les flux d'affranchissements.
- * la contribution nettement positive de notre filiale Data One aux résultats consolidés.
- * les difficultés rencontrées par notre filiale espagnole Mailtec Difusión.

A la clôture de l'exercice, nous avons anticipé dans les comptes, les conséquences de la décision de placer sous la réglementation de la loi sur les faillites notre filiale Mailtec Difusión et celles de l'abandon de cette activité compte tenu des perspectives très défavorables sur le marché espagnol. Le Groupe a retenu l'hypothèse qu'il ne serait pas engagé au-delà de ses apports et des engagements qu'il a donnés et en a tiré les conséquences en limitant la valeur des actifs au montant des passifs existants à l'égard des tiers.

En conséquence, l'ensemble des produits et charges lié à l'abandon de l'activité Mailtec Difusión ainsi que sa contribution au compte de résultat sur l'exercice 2008-2009 a été comptabilisé dans le poste « résultat des activités abandonnées » pour un montant de -2,19 M€ et au niveau du bilan en « actifs et passifs des activités abandonnées » pour un montant de 1,23 M€.

I * CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2008-2009 s'est élevé à 85,48 M€ contre 91,17 M€ au cours de l'exercice précédent. Il enregistre une baisse de 6,2%.

L'impact du reclassement du chiffre d'affaires de Mailtec Difusión est de 3,68 M€, et représente l'essentiel de la baisse du chiffre d'affaires consolidé.

Globalement, sur l'ensemble de nos activités, nous avons traité 1,08 milliard d'objets (-6,8%) qui se répartissent comme suit :

(millions d'exemplaires)	08.09	07.08
Mailings (Postimpact - Tempost MD)	690,1	745,4
Catalogues	1,8	6,9
Lettres (Tarif Général Tempost G) <i>dont contenu imprimé dans le Groupe</i>	189,7 (173,1)	152,8 (132)
Divers (messages)	198,3	254,7
TOTAL	1 079,9	1 159,9

Le volume d'activité concernant le marché de la vente par correspondance et du marketing direct a baissé de 11,6%. Par contre, les volumes du courrier de gestion ont progressé de 24,1%.

2 * RÉSULTATS

Le résultat d'exploitation progresse de 7,4% pour atteindre 5,84 M€.

Les amortissements s'élèvent à 8,94 M€ (9,14 M€ au 30.04.08).

Les provisions sont de 1,81 M€, dont 1,23 M€ sur éléments financiers, liées aux difficultés de démarrage des activités de nos participations dans Regroup'Eure et Regroup'Nord.

Compte tenu du résultat des activités abandonnées de -2,19 M€, le résultat opérationnel est en baisse de 19,4% et s'établit à 3,64 M€.

Le coût financier est de 0,99 M€ contre 0,70 M€ sur l'exercice précédent du fait de la baisse des produits financiers liée à la baisse des taux d'intérêts et du fait d'un accroissement relatif de notre dette à taux fixe par rapport à notre dette à taux variable.

Le résultat avant impôts s'inscrit à 2,65 M€ contre 3,82 M€ au 30.04.08.

Le résultat net part du groupe est de 1,66 M€. A la clôture de l'exercice précédent il était de 2,29 M€.

3 * INVESTISSEMENTS

Les investissements nets de cessions s'élèvent à 7,01 M€ contre 6,50 M€ sur l'exercice précédent.

4 * STRUCTURE FINANCIÈRE

Les capitaux propres sont stables à 41,48 M€.

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme s'élèvent à 19,50 M€ (hors Mailtec Difusión), ils ont baissé de 3,35 M€ par rapport au 30.04.08.

Les dettes financières nettes (emprunts et dettes financières moins la trésorerie hors Mailtec Difusión) représentent 9,91 M€ contre 14,24 M€ à la clôture de l'exercice précédent.

5 * EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL PERMANENT

	30.04.09	30.04.08
Groupe Diffusion Plus	15	16
Diffusion Plus	501	519
Data One	147	146
Émissaires	79	82
Mailtec Difusión	79	82
Nord sous Film	50	51
Porenvel		35
La Parisienne de Routage	43	43
Gocad Services	24	20
Fidback	15	14
EFFECTIF TOTAL	954	1 008

II - L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La société Groupe Diffusion Plus gère ses participations. Elle réalise des prestations de services pour ses filiales et perçoit des loyers.

Le chiffre d'affaires de la société mère est de 5,43 M€. Il est en baisse de 5,28 % par rapport à l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice, nous avons apporté quelques modifications au niveau de la facturation de nos prestations envers les filiales ce qui a conduit à une diminution de notre chiffre d'affaires pour tenir compte des conditions économiques.

Les charges d'exploitation représentent 5,81 M€ contre 4,63M€ au 30.04.08.

Les charges externes progressent de 16,30% et s'établissent à 1,74 M€ essentiellement du fait de charges portant sur l'amélioration des fonctionnalités demandées à notre prestataire paie, des coûts d'audit et de mise en place d'appels d'offres portant sur un certain nombre de charges de nos filiales. Ces charges sont pour la grande majorité refacturées à nos filiales.

Les charges de personnel sont de 1,94 M€ contre 1,82 M€ (+6,59%).

Les dotations aux amortissements diminuent de 13,07% pour représenter 0,51 M€ .

Les dépréciations sur immobilisations, représentant la dépréciation sur le mali technique liée à la baisse du cours de bourse des titres d'auto-contrôle, passent de 0,37 M€ à 0,76 M€;

Les autres provisions (actif circulant-risques et charges) s'établissent à 0,69 M€ contre 0,20 M€ sur l'exercice précédent. Elles sont liées principalement à la mise sous réglementation de la loi sur les faillites de notre filiale espagnole et dans une moindre mesure aux difficultés rencontrées par Regroup'Eure.

Le résultat d'exploitation est négatif à hauteur de 0,34 M€.

Le résultat financier qui était de 3,33 M€ sur l'exercice précédent est négatif de 0,37 M€.

Les produits financiers de participation s'élèvent à 2,94 M€ contre 3,84 M€ sur l'exercice précédent. Les dividendes perçus sont de 2,49 M€ au lieu de 3,48 M€ sur l'exercice précédent.

Les dotations financières aux amortissements et provisions s'élèvent à 3,25 M€ dont 1,67 M€ liés à la situation financière de Mailtec Difusión et 1,23 M€ à celles de Regroup'Eure et Regroup'Nord.

Compte tenu des difficultés liées au démarrage de l'activité de ces sociétés, les avances en compte courant qu'ils leur avaient été consenties ont fait l'objet d'une dépréciation pour la totalité de leurs montants au 30.04.09.

Le résultat exceptionnel est positif de 1,43 M€, sur l'exercice précédent il était négatif de 1,77 M€.

Nous avons enregistré un produit de 1,97 M€ de retour à meilleure fortune sur des abandons de créances précédemment consentis à Data One. Sur l'exercice clos du 30.04.08, nous avons abandonné 0,89 M€ à cette même filiale.

Nous avons consenti un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,75 M€ à notre filiale Gocad contre 1,09 M€ sur l'exercice précédent.

Compte tenu de l'intégration fiscale avec certaines filiales, l'impôt société est négatif à hauteur de 0,34 M€.

Le résultat net est de 1,05 M€. Sur l'exercice précédent, il était de 2,62 M€. Les capitaux propres, avant répartition s'élèvent à 15,96 M€ contre 16,01 M€ au 30.04.08. Les emprunts et dettes financières moins la trésorerie passent de 3,81 M€ à -0,60 M€.

Un dividende de 1,00 euro sera proposé à l'assemblée générale.

III - INFORMATIONS SOCIALES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

L'effectif de la société (dirigeants inclus) en début d'exercice était de 18 salariés.

En fin d'exercice l'effectif est de 17 salariés.

Nous n'avons pas eu recours à l'intérim.

La durée du temps de travail est de 35 heures hebdomadaires ou 218 jours de travail par an pour certains cadres.

L'absentéisme a représenté 163 jours dont 9 pour maladie et 141 pour congés maternité. Aucun accord collectif n'a été signé dans l'entreprise.

Des formations ont été organisées concernant l'informatique (principalement SAP). La société n'emploie aucun salarié à temps partiel ni de personnel handicapé.

IV - L'ACTIVITÉ DES FILIALES

I * DIFFUSION PLUS

Le chiffre d'affaires baisse de 12,9 %, les principales raisons sont les suivantes :

- * Depuis le 1^{er} janvier 2009, certains clients sont facturés directement par Data One (alors que précédemment les facturations étaient faites par Diffusion Plus) ce qui représente une perte de chiffre d'affaires de 2,02 M€ soit 28,9 % de la baisse du chiffre d'affaires total (cette situation n'a pas d'influence sur le résultat).
- * Les prestations de tri facturées à La Poste passent de 10,51 M€ à 3,22 M€ euros suite à la mise en place par La Poste des contrats Destinéo. Ce manque à gagner n'a été répercuté que partiellement sur la facturation aux clients.
- * Les quantités traitées ont baissé de 5,7 % compte tenu de la crise économique.
- * Les prestations informatiques et d'impression ont connu une progression de 12,1 % pour atteindre 10,95 M€.

Les charges d'exploitation diminuent de 12 %. Les évolutions les plus importantes proviennent des postes suivants :

- * Achats matières premières et autres approvisionnements ;
- * Sous-traitance intercos ;
- * Personnel intérimaire (dû à la baisse des quantités produites et surtout à la mise en place des KUBS en remplacement des sacs postaux qui a permis l'automatisation de l'évacuation des produits finis) ;
- * Prestations administratives et commerciales.

Les impôts et taxes sont restés stables ainsi que les frais de personnel.

L'effectif moyen est passé de 519 à 501 (-3,5 %).

Les amortissements sont en légère baisse (-6,8 %).

On note une hausse des provisions de 0,33 M€ dont 0,16 M€ sur le stock de pièces détachées et 0,19 M€ de complément de provision retraite suite à la loi du 25.06.08 qui a doublé le mode de calcul des indemnités légales de licenciement ; ce mode de calcul des indemnités de départ à la retraite de notre convention collective étant directement basé sur les indemnités légales de licenciement.

Compte tenu de ces éléments, le résultat d'exploitation passe de 2,22 M€ à 1,20 M€.

Le résultat financier passe de 0,24 M€ à 43 K€ principalement du fait de la baisse des taux d'intérêts sur les produits financiers.

La participation des salariés passe de 0,33 M€ à 0,13 M€.

Le résultat net est de 0,65 M€ contre 1,27 M€ au terme de l'exercice précédent.

La crise économique mondiale et les incertitudes qui en découlent nous conduisent à envisager une nouvelle baisse du résultat d'exploitation sur l'exercice en cours.

2 * DATA ONE

Le chiffre d'affaires passe de 23,50 M€ à 28,50 M€ (+21,3%).

Cette augmentation provient, à la fois, du développement de nos anciens clients, de l'arrivée de nouveaux clients et d'un dossier ponctuel non récurrent.

Les charges d'exploitation ne progressent que de 6,4% pour atteindre 26,25 M€.

Le résultat d'exploitation qui était négatif de 0,61 M€ sur l'exercice précédent devient positif à hauteur de 2,36 M€.

Le résultat financier est négatif de 0,26 M€.

Le résultat exceptionnel est négatif de 1,99 M€, il tient compte de l'application de la clause de retour à meilleure fortune de 1,97 M€ sur les abandons de créances précédemment consentis par Groupe Diffusion Plus SA.

Sur l'exercice clos au 30.04.08, Groupe Diffusion Plus SA avait consenti un abandon de créances net de 0,89 M€.

Après l'application de la clause de retour à meilleure fortune, le résultat net est à zéro.

L'exercice en cours devrait dégager un résultat d'exploitation significativement positif mais en retrait par rapport à l'exercice 2008-2009 compte tenu de la non-réurrence d'un marché ponctuel traité sur cet exercice.

3 * ÉMISSAIRES

Le chiffre d'affaires atteint 8,87 M€ (+1%).

Le poste «autres produits» enregistre une créance amortie de 0,78 M€.

On note une augmentation importante des prestations informatiques et d'impression (+36%) et une baisse de 65,7% des prestations de tri facturées à La Poste suite à la mise en place du contrat Destinéo, la hausse légère des prestations de conditionnement et de tri-routage ne compensant que très partiellement cette baisse.

Les charges d'exploitation progressent de 4,9% du fait, essentiellement de l'augmentation de la sous-traitance des prestations informatiques et d'impression refacturées (+32,7%), de l'intérêt (+30,5%) et des transports sur ventes refacturés (+26,5%).

Les charges de personnel sont stables.

Les dotations d'exploitation (amortissements et provisions) passent de 0,12 M€ à 0,29 M€ compte tenu d'une hausse de 25,6% des amortissements et d'un complément de provision retraite de 77 K€ dû principalement à une modification des conditions légales de calcul et d'un complément de provisions pour risques clients de 65 K€.

Le résultat d'exploitation progresse fortement (+39,7%) pour atteindre 1,12 M€. Le résultat net progresse de 26,7% et s'élève à 0,57 M€.

L'exercice 2009/2010 devrait enregistrer une diminution significative du résultat net compte tenu de la non-réurrence du produit enregistré dans le compte « autres produits » et de la crise économique.

4 * LA PARISIENNE DE ROUTAGE

Le chiffre d'affaires diminue de 2% pour atteindre 5,06 M€.

Les charges d'exploitation baissent de 2%.

Le résultat d'exploitation ressort à 0,33 M€ (-12,5%).

Le résultat net passe de 0,20 M€ à 0,17 M€ (-15%).

L'exercice en cours se présente dans des conditions globalement similaires.

5 * GOCAD SERVICES

Les comptes de l'exercice sont difficilement comparables à ceux de l'exercice précédent du fait de la cession du fonds de commerce « agence de fabrication » avec effet au 01.03.08 à Fidback.

Le budget prévoyait 3,10 millions de mailings et nous en avons réalisé 3,59 millions contre 1,47 million sur l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires est de 2,96 M€.

La perte d'exploitation, qui était de 0,95 M€ diminue sensiblement pour atteindre 0,65 M€.

Le résultat exceptionnel est positif de 0,75 M€ et enregistre les abandons de créances avec retour à meilleure fortune de Groupe Diffusion Plus SA à hauteur de 0,75 M€ contre 1,09 M€ sur l'exercice précédent.

Le résultat net est positif de 50 K€.

Depuis la clôture de l'exercice, Gocad Services enregistre la signature de nouveaux contrats ce qui devrait conduire à une réduction significative du déficit d'exploitation.

6 * MAILTEC DIFUSIÒN

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 3,6 M€ contre 5 M€ sur l'exercice précédent.

La crise économique mondiale a particulièrement touché l'Espagne et ses clients véricistes.

Le résultat net est négatif de 0,7 M€. Au 30.04.08, il était négatif de 0,2 M€.

La dégradation de l'activité et le manque de visibilité à court et moyen terme nous ont conduits à placer Mailtec Difusiòn sous la réglementation de la loi sur les faillites en juin 2009, puis à abandonner l'activité.

7 * NORD SOUS FILM

Le chiffre d'affaires est de 2,63 M€ (-23,2%).

La crise économique a particulièrement touché les grands véricistes du Nord qui représentent la majorité de notre clientèle.

Les charges d'exploitation, en baisse de 16%, sont de 2,63 M€.

Les charges de personnel intérimaire ont baissé de 57,3%.

Les charges de personnel régressent de 2,5% et s'élèvent à 1,26 M€.

Un complément de provision retraite de 50 K€ a été constitué suite à la loi du 25.06.08 concernant le calcul des indemnités légales de licenciement, le mode de calcul des indemnités de départ à la retraite de notre convention collective étant directement basée sur les indemnités légales de licenciement. Compte tenu de ces éléments, le résultat d'exploitation est négatif de 6 K€.

La participation des salariés, calculée à partir du résultat fiscal, s'est élevée à 0,11 M€.

Suite à l'arrivée à échéance du crédit bail immobilier, nous avons dû réintégrer fiscalement les sur-amortissements du terrain et du bâtiment à hauteur de 0,58M€ auxquels se sont ajoutées la provision retraite et la participation au bénéfice, de telle sorte que l'impôt société s'élève à 0,20 M€.

Le résultat net comptable est donc négatif à hauteur de 0,31 M€.

8 * FIDBACK

Au cours de ce premier exercice de 14 mois, les produits d'exploitation se sont élevés à 5,14 M€.

Les charges d'exploitation sont de 5,08 M€.

Le résultat d'exploitation est positif à hauteur de 62 K€.

Le résultat net est positif de 15 K€.

L'exercice en cours devrait être semblable à l'exercice précédent.

V - INFORMATIONS DIVERSES SUR LA SOCIÉTÉ

I * PRISES DE PARTICIPATIONS AU COURS DE L'EXERCICE 2008-2009

Février 2009 :

Acquisition de 64 parts de la SCI Europe appartenant à Monsieur William Mériel portant ainsi notre participation de 87% à 99,8%.

Mars 2009 :

Prise de participation à hauteur de 19,97% du capital de la société TRAGEM ONE dont le siège social est à Casablanca (Maroc). Cette société doit développer ses activités dans les prestations informatiques en éditique de gestion et en marketing direct.

2 * CESSIÒN DE PARTICIPATIONS AU COURS DE L'EXERCICE 2008-2009

Août 2008 :

Cessiòn de 100% du capital de Porenvel.

3 * ACTIVITÉ DU GROUPE EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La société Gocad Services développe et commercialise un logiciel permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau.

La société Data One développe un logiciel permettant l'externalisation de toutes tâches liées à l'impression et à l'envoi de courriers égrenés.

4 * MONTANT DES DIVIDENDES MIS EN PAIEMENT AU TITRE DES TROIS EXERCICES PRÉCÉDENTS

Nous vous rappelons qu'au titre des trois exercices précédents, les dividendes distribués à chaque action et le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 50 % puis de 40 % pour les distributions mises en paiement à compter du 1er janvier 2006 ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende distribué	Éligible à l'abattement	Revenu réel
2005 - 2006	1 224 000	1,20 €	Oui	1,20 €
2006 - 2007	1 224 000	0,60 €	Oui	0,60 €
2007 - 2008	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €

La part des dividendes revenant aux actions propres, détenue par la société, est reclassée en réserve facultative.

5 * MONTANT DES DÉPENSES ET DES CHARGES NON-DÉDUCTIBLES DU RÉSULTAT IMPOSABLE

Le montant global des dépenses et charges non déductibles du bénéfice imposable visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élève à 22 958 euros, et celui de l'impôt correspondant s'élève à 7 652 euros.

6 * RISQUES

Se reporter page 86, Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne (chapitre VIII).

7 * ACTIONNARIAT

La répartition du capital et des droits de vote s'établit comme suit au 31.07.09 :

	% du capital	% des droits de vote ⁽¹⁾
William Mériel	55,13	66,17
Daniel Ferrand	15,20	19,87
Philippe Miserey	0,10	0,07
Mauricette Mériel	0,02	0,03
Autocontrôle	9,77	-
Contrat de liquidité	0,11	-
Financière de l'Échiquier (FCP)	9,73	6,86
Indépendance et Expansion Sicav	5,42	3,82
Public	4,52	3,18
	100	100

⁽¹⁾ Un droit de vote double a été institué par l'assemblée générale en date du 27 septembre 1994. Il s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans.

Au 31.07.09 la totalité des droits de vote est de 1 737 030.

8 * RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Se reporter page 86, rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne (chapitre III).

9 * ACTIONNARIAT SALARIÉ

Aucun actionnariat salarié n'a été mis en place dans la société.

10 * ÉTAT DES MANDATS ET FONCTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX AU 30.04.09

William Mériel

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Président	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Président	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Président	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000€	20 rue des Marronniers 94240 L'Hay-les-Roses	B 382 864 403
Administrateur unique	MAILTEC DIFUSIÒN SL	420 700 €	Riera de Caldes 08800 Vilanova I La Geltru - ESPAGNE	"B61 598 827"
Gérant	DATA ONE SARL	1 300 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 422 165 670
Président	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816
Président	GOCAD SERVICES SAS	120 000 €	2 avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres	B 479 661 704
Président	FIDBACK SAS	37 000 €	2 avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres	B 502 849 300
Gérant	SCI LES SPIREES	7 622 €	Hameau de Caër 27930 Normanville	D 340 686 237
Gérant	SCI POUR L'EUROPE	7 622 €	RN 154 - Caër 27930 Normanville	D 344 424 791
Gérant	SCI PROVENCE	3 049 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	D 348 609 066
Gérant	SCI ESPACE	503 250 €	Route de Rouen 27930 Normanville	D 391 089 547
Gérant	SCI DE LA GROSSE REMISE	390 000 €	2 rue de l'Industrie 27930 Gravigny	D 402 539 944
Gérant	ÉQUIP'TIME SARL	10 000 €	8 rue de l'Équerre 27490 Écardenville-sur-Eure	B 494 278 203
Administrateur	TRAGEM ONE	300 000 Dirhams	Casanearshore-park Casablanca-Maroc	329 652

Daniel Ferrand

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	160 000€	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816

Philippe Miserey

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20 rue des Marronniers 94240 L'hay-les-Roses	B 382 864 403
Directeur Général	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	160 000€	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816
Directeur Général Délégué	SACICAP EURE ET DIEPPE	77 120 €	11 place Dupont de l'Eure 27000 Evreux	B 583 650 080
Administrateur	TRAGEM ONE	300 000 Dirhams	Casanearshore-park Casablanca-Maroc	329 652

II * HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EXERCICE 2008-2009

En K€	MAZARS autres sociétés du réseau				TOTAL
	SCOGEX	MAZARS	VALAUDIT		
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux et consolidés de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	72	64	-	-	136
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux des filiales de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	164	-	15	8	187
Missions accessoires					
SOUS-TOTAL	236	64	15	8	323
Juridique, fiscal, social					
Autres prestations					
TOTAL	236	64	15	8	323

VI - ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

En juin 2009, nous avons placé notre filiale Mailtec Difusión sous la réglementation de la loi sur les faillites, compte tenu de la dégradation du marché espagnol. Le manque de visibilité tant à court terme qu'à moyen terme nous a conduit à décider l'abandon de cette activité.

Au cours du premier trimestre 2009-2010 le chiffre d'affaires a atteint 17,33 M€, il a diminué de 6% par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent à périmètre constant (hors Mailtec Difusión).

En septembre 2009, nous avons décidé, en accord avec les autres actionnaires, d'augmenter notre participation dans REGROUP'EURE et dans REGROUP'NORD pour la porter à 60%. Cette décision devrait permettre un meilleur développement commercial.

Compte tenu du contexte de crise, qui touche particulièrement le Marketing Direct et la VPC, nous anticipons pour l'exercice 2009-2010 une nouvelle baisse du niveau d'activité et un résultat net part du Groupe en forte diminution.

Fait à Normanville, le 15 septembre 2009
Le conseil d'administration

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30.04.09

Compte de résultat comparé en K€

LIBELLÉS	notes	30.04.09	30.04.08
Chiffre d'affaires	3.1	85 482	91 166
Achats consommés et charges externes	3.2	-34 826	-40 232
Impôts et taxes	3.3	-2 835	-2 720
Frais de personnel	3.4	-31 966	-33 447
Amortissements, dépréciations et provisions	3.5	-10 740	-9 748
Autres produits et charges d'exploitation	3.6	724	419
Résultat d'exploitation		5 838	5 438
Autres produits et charges non courants	3.7	0	-916
Résultat des activités abandonnées	3.8	-2 194	0
Résultat opérationnel		3 643	4 522
Produits financiers	3.9	270	429
Charges financières	3.9	-1 262	-1 127
Coût financier		-993	-698
Résultat avant impôt		2 651	3 824
Charges d'impôts	3.10	-991	-1 537
Résultat net		1 659	2 288
Dont intérêts minoritaires		-1	-8
Résultat net part du Groupe		1 660	2 295
Résultat par action (en €)	3.11	1,49	2,06
Résultat dilué par action (en €)	3.11	1,49	2,06

BILAN CONSOLIDÉ AU 30.04.09

Bilan comparé en K€

ACTIF	notes	30.04.09	30.04.08
Actifs non courants		64 017	69 476
* Écarts d'acquisition	4.1	263	263
* Autres immobilisations incorporelles	4.1	1 962	2 590
* Immobilisations corporelles	4.2	51 522	55 307
* Immeubles de placement	4.4	9 517	10 155
* Actifs financiers	4.5	751	1 144
* Impôts différés actifs	4.6	2	17
Actifs courants		42 270	56 828
* Stocks et en-cours de production	4.7	2 929	3 679
* Clients et comptes rattachés	4.8	25 797	39 354
* Autres créances	4.9	3 358	5 178
* Créances d'impôts exigibles	4.10	597	
* Trésorerie et équivalents trésorerie	4.11	9 589	8 617
Actifs des activités abandonnées	4.12	1 230	
TOTAL		107 518	126 304

Bilan comparé en K€

PASSIF	notes	30.04.09	30.04.08
Capitaux propres		41 479	41 466
* Capital	4.13	2 020	2 020
* Réserves		41 390	40 460
* Actions auto-détenues		-3 648	-3 588
* Résultat net part du Groupe		1 660	2 295
* Capitaux propres part du Groupe		41 421	41 186
* Intérêts des minoritaires		58	280
Passifs non courants		25 642	26 523
* Provisions pour risques et charges	4.14	1 273	376
* Impôts différés passifs	4.15	11 150	11 098
* Emprunts et dettes financières	4.16	12 957	14 729
* Autres dettes	4.19	262	320
Passifs courants		37 914	56 944
* Provisions pour risques et charges	4.14	440	135
* Emprunts et dettes financières	4.16	6 547	8 127
* Fournisseurs et comptes rattachés	4.20	7 896	10 382
* Autres dettes	4.21	23 032	37 278
* Dettes d'impôts exigibles	4.22		1 021
Produits différés	4.23	1 252	1 372
Passifs des activités abandonnées	4.24	1 230	
TOTAL		107 518	126 304

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en K€)	Avril 2009		Avril 2008	
	Hors activités abandonnées	Activités abandonnées	Total activités	
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ				
Résultat net consolidé	3 853	-2 194	1 659	2 288
Éliminations des produits et charges sans incidence sur la trésorerie				
* Amortissements dépréciations et provisions d'exploitation	10 740	421	11 161	9 748
* Amortissements dépréciations et provisions non courants		1 497	1 497	916
* Variation des impôts différés	67		67	394
* Plus ou moins values de cessions d'immobilisations	19		19	18
* Autres opérations sans incidence sur la trésorerie	171	-9	162	-396
Marge brute d'autofinancement	14 850	-285	14 565	12 968
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 660	341	-2 319	-997
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	12 190	56	12 246	11 971
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS				
Acquisition d'immobilisations	-6 386		-6 386	-6 957
Cession d'immobilisations	695	7	702	259
Variations des autres actifs financiers	-860	2	-858	-604
Incidence des variations de périmètre				
* Acquisition intérêts minoritaires SCI les Spirées et SCI pour l'Europe	-473		-473	-1 018
* Entrée minoritaires Fidback				18
* Remboursement partiel du compte courant Dinexis				1 803
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS	-7 024	9	-7 015	-6 499
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS				
Dividendes versés	-1 113		-1 113	-672
Achats ventes des titres d'autocontrôle	-60		-60	
Variations des dettes financières	-2 823	-63	-2 886	-2 702
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS	-3 996	-63	-4 059	-3 374
Variation de trésorerie	1 170	2	1 172	2 097
Trésorerie début	8 401	216	8 617	6 520
Trésorerie fin	9 571	218	9 789	8 617
Trésorerie et équivalents trésorerie ⁽¹⁾ (bilan actif)	9 589	218	9 807	8 617
Découverts bancaires (bilan passif)	-18		-18	
TRÉSORERIE NETTE DE FIN DE PÉRIODE	9 571	218	9 789	8 617
⁽¹⁾ Dont trésorerie des activités abandonnées		218	218	
Trésorerie nette de fin de période après sortie Mailtec	9 571		9 571	

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS EN K€

	Capital	Réserves consolidées	Actions auto détenues	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires en dettes ⁽¹⁾	Total capitaux propres
Capitaux propres au 30.04.07	2 020	41 985	-3 588	-312	40 104	885	-147	40 841
* Actions auto-détenues								
* Dividendes hors auto détention				-672	-672			-672
* Affectation du résultat		-985		985				
* Changement de périmètre Spirées ⁽²⁾		-241			-241	-179		-419
* Changement de périmètre Europe ⁽²⁾		-310			-310	-289		-599
* Entrée de périmètre Fidback						18		18
* Autres mouvements		10			10			10
Résultat au 30.04.08				2 295	2 295	-8		2 288
Capitaux propres au 30.04.08	2 020	40 460	-3 588	2 295	41 186	427	-147	41 466
* Actions auto-détenues			-60		-60			-60
* Dividendes hors auto détention				-1 113	-1 113			-1 113
* Affectation du résultat		1 182		-1 182				
* Changement de périmètre Europe ⁽²⁾		-252			-252	-222		-473
* Autres mouvements								
Résultat au 30.04.09				1 660	1 660	-1		1 659
Capitaux propres au 30.04.09	2 020	41 390	-3 648	1 660	41 421	205	-147	41 479

⁽¹⁾ Engagement de rachat de minoritaires d'une société filiale (infra § 4.19)

⁽²⁾ Changement de périmètre

En juillet 2007, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 30% des titres de la SCI Les Spirées portant ainsi le pourcentage d'intérêt de 70 % à 99,99 %.

En février 2008, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 17% des titres de la SCI Pour l'Europe portant ainsi le pourcentage d'intérêt de 70 % à 87 %.

En février 2009, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 12,8% des titres de la SCI Pour l'Europe portant ainsi le pourcentage d'intérêt de 87 % à 99,8 %.

Les acquisitions complémentaires de titres d'une entreprise déjà intégrée globalement ne doivent pas remettre en cause les évaluations des actifs et des passifs identifiés, qui sont celles qui ont été déterminées à la date de prise de contrôle. En l'état actuel de la réglementation le groupe a retenu l'option de ne pas comptabiliser d'écart d'acquisition complémentaire mais d'imputer sur les capitaux propres la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition..

NOTE I * PRINCIPES COMPTABLES ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Les comptes consolidés publiés au titre de l'exercice 2008-2009 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Ces comptes ont été arrêtés le 15 septembre 2009 par le conseil d'administration.

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement.

La grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe Diffusion Plus pour l'établissement de ses comptes consolidés portent principalement sur :

- * les immobilisations corporelles,
- * les immobilisations financières,
- * les stocks et en cours de production,
- * les créances d'exploitation,
- * les provisions.

I.1 * Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 30 avril. Un arrêté semestriel est réalisé pour l'ensemble de ces sociétés au 31 octobre. Compte tenu du contrôle exclusif, toutes les sociétés du groupe sont consolidées par intégration globale.

I.2 * Évènements significatifs de la période

I.2.1 - Abandon d'activité de la société Mailtec Difusión en Espagne

L'activité de la filiale Mailtec Difusión en Espagne, qui s'est fortement dégradée au cours de l'exercice (déficit de l'exercice de 698 K€ pour un chiffre d'affaires de 3 679 K€), a conduit à placer cette société, au mois de juin 2009, sous la réglementation de la loi sur les faillites.

Compte tenu des perspectives très défavorables sur le marché espagnol, le Groupe n'a pas envisagé de présenter un plan de continuation et a décidé d'abandonner cette activité.

En conséquence de cette situation, les actifs et passifs de Mailtec Difusión ont été traités dans les comptes consolidés au 30 avril 2009 conformément aux dispositions de IFRS 5 en activités abandonnées ou en voie de l'être et ces actifs et passifs ont été reclassés sur les rubriques spécifiques du bilan « Actifs et passifs des activités abandonnées ».

Dans ce contexte, le Groupe a retenu l'hypothèse qu'il ne serait pas engagé au delà de ses apports et des engagements qu'il a donnés et en a tiré les conséquences en limitant la valeur des actifs au montant des passifs existants à l'égard des tiers.

Le résultat déficitaire de l'activité de l'exercice de Mailtec Difusión augmenté des dépréciations et provisions constituées en raison de l'abandon de l'activité, dont le montant s'élève au total à 2 194 K€ (avant incidence fiscale pour le Groupe) est présenté au compte de résultat sur une ligne distincte « résultat des activités abandonnées » et se décompose comme suit :

(Infra § note 3.8)

* Résultat déficitaire de l'exercice	698 K€
* Dépréciations d'actifs consécutives à l'abandon d'activité	1 165 K€
* Provisions pour risques et charges d'abandon d'activité	331 K€
Total	<u>2 194 K€</u>

I.2.2 - Sortie de la société Porenvel (au Portugal) du périmètre de consolidation au 1^{er} mai 2008

Compte tenu de la faible contribution de cette société aux résultats du groupe, la société Porenvel a été cédée à un tiers le 27 août 2008 avec effet au 1^{er} mai 2008 pour une valeur légèrement inférieure aux valeurs nettes comptables consolidées, hors écarts d'acquisition.

Sur les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2008, le bénéfice de l'activité de cette filiale s'élevait à 20 K€ pour un chiffre d'affaires de 1 239 K€. La décision de cession étant postérieure au 30 avril 2008, les éléments d'actifs (1 049 K€) et de passifs (251 K€) de cette filiale (dont les valeurs n'étaient pas significatives) n'ont pas été reclassés en « Actifs et Passifs destinés à être cédés » dans le bilan consolidé au 30 avril 2008. Les incidences de cette cession sur les comptes consolidés sont couvertes par une dépréciation d'actifs de 67 K€ et une dépréciation des écarts d'acquisition de 183 K€ constituées à cet effet dans les comptes au 30 avril 2008.

1.2.3 - Difficultés liées au démarrage de l'activité de la société Regroup'Eure et de la société Regroup'Nord (participations non consolidées)

Compte tenu des difficultés liées au démarrage de l'activité de la société Regroup'Eure et de la société Regroup'Nord (participations non consolidées) les avances en compte courant qui leur ont été consenties par le Groupe ont fait l'objet d'un complément de dépréciation pour la totalité de leur montant, soit 1 235 K€, au 30 avril 2009.

Les sociétés Regroup'Eure et Regroup'Nord n'ont pu être consolidées pour des raisons matérielles, mais compte tenu des dépréciations enregistrées dans les comptes, une consolidation par mise en équivalence n'aurait pas eu d'autre incidence sur le résultat consolidé

1.2.4 - Provision pour engagements de retraite

La convention collective dont dépend le Groupe Diffusion Plus fixe le montant de l'indemnité de fin de carrière des salariés à 50% du montant de l'indemnité légale de licenciement. La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a doublé le mode de calcul de l'indemnité légale de licenciement et le Groupe a, par conséquent, doté un complément de provision pour engagement retraite de 566 K€ au 30 avril 2009 (infra § 3.4 et § 4.14.2).

1.3 * Présentation des états financiers

Comparativement au 30 Avril 2008, aucune modification n'a été apportée dans la présentation des états financiers sur cet exercice.

1.4 * Méthodes de conversion

- * Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées : toutes nos transactions sont libellées en euros.
- * Conversion des états financiers des filiales étrangères : les états financiers des filiales étrangères sont établis en euros.

1.5 * Compte de résultat

1.5.1 - Chiffre d'affaires

Compte-tenu du délai relativement court d'exécution de nos prestations, le chiffre d'affaires est reconnu à l'achèvement de la prestation et à son acceptation par le client.

1.5.2 - Autres produits et charges d'exploitation

Cette rubrique regroupe les variations des travaux en cours, les productions immobilisées, les dividendes reçus, les plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels, les subventions. Elle regroupe également les pertes sur créances douteuses, nettes de reprises de dépréciations.

1.5.3 - Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation correspond au chiffre d'affaires diminué des achats consommés et charges externes, des impôts et taxes, des charges de personnel, des dotations aux amortissements, des dépréciations et provisions d'exploitation et après prise en compte des autres produits et charges d'exploitation (notamment variations des travaux en cours, production immobilisée et résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles).

I.5.4 - Autres produits et charges non courants

Le poste autres produits et charges non courants comprend des éléments qui ne sont pas récurrents.

I.5.5 - Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat d'exploitation et intègre les autres produits et charges non courants ainsi que le résultat des activités abandonnées.

I.5.6 - Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est constitué de l'ensemble des emprunts et des dettes financières courants et non courants, diminué de la trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net est constitué des charges et des produits générés par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux d'intérêts.

I.5.7 - Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Elles sont évaluées en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôt d'ensemble, dont seule la société intégrante Groupe Diffusion Plus SA reste redevable.

I.5.8 - Résultats par action

Le calcul des résultats nets par action est établi selon les règles édictées par l'IAS 33.

Les résultats nets par action sont obtenus à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions auto détenues qui sont classées en diminution des capitaux propres.

La société n'a pas émis d'instruments financiers dilutifs.

I.6 * Bilan Actif

I.6.1 - Immobilisations incorporelles

* Écarts d'acquisition :

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et passifs concernés.

L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à la norme IFRS 3 «regroupements d'entreprises». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lorsqu'un évènement défavorable intervient, et au moins une fois par an à l'occasion de la clôture des comptes annuels.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et leur valeur recouvrable.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

*** Frais de recherche et de développement :**

Le Groupe continue de développer un logiciel permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau. Il développe également un logiciel permettant d'externaliser toutes les tâches liées à l'impression et à l'envoi de courriers égrenés.

*** Autres immobilisations incorporelles :**

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût de revient et sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées de vie économique suivantes :

Logiciels intégrés aux matériels de production	5 à 12 ans
Autres logiciels	1 à 5 ans

1.6.2 - Immobilisations corporelles

Le groupe a retenu, pour les immobilisations corporelles le modèle d'évaluation du coût historique.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan au coût historique amorti, sous déduction des amortissements. L'approche par composants a été appliquée en fonction du caractère dissociable et identifiable de chaque élément en y affectant sa propre durée d'utilisation estimée.

*** Valeurs brutes :**

- Immeubles d'exploitation

En application des options offertes par la norme IFRS 1, la société a choisi, pour les immeubles d'exploitation, de retenir leur juste valeur au 1^{er} mai 2004 comme coût présumé à cette date. Les immeubles d'exploitation ont donc été évalués au 1^{er} mai 2004, date de première application des normes IFRS, à leur juste valeur déterminée par un expert immobilier indépendant, à l'exception de l'ensemble immobilier de la filiale Data One qui, compte tenu de son achèvement récent et de ses propres spécificités, a été maintenu à son coût de revient d'origine. Cette valeur a été retenue comme coût historique amorti.

Tous les immeubles ont fait l'objet d'une répartition par composants.

- Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

*** Amortissements :**

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie économique pour chaque catégorie de biens, avec des valeurs résiduelles à zéro compte tenu de leur caractère difficilement mesurable.

Les plans d'amortissement ont été recalculés au 1^{er} mai 2004, date de 1^{ère} application des normes IFRS, selon la méthode rétrospective pour l'ensemble des immobilisations corporelles, à l'exception des immeubles d'exploitation retenus sur la base du coût présumé à la date du bilan d'ouverture.

Les durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Terrains	non amortissables
Agencements de terrains :	
* VRD	25 à 50 ans
* Espaces verts	20 à 40 ans
Constructions par composants :	
* Gros œuvre	30 à 50 ans
* Charpente	30 à 50 ans
* Bardage	35 à 40 ans
* Couverture, étanchéité	5 à 25 ans
* Menuiserie, métallerie	25 à 40 ans
* Electricité, chauffage, plomberie	5 à 20 ans
* Aménagements de bureaux	10 à 25 ans
* Portails, clôtures	10 à 20 ans
Matériels et outillages	5 à 12 ans
Installations générales	5 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 4 ans
Matériels de bureaux	2 à 8 ans
Mobiliers de bureaux	8 ans

*** Crédits-bails et locations financement :**

Les biens, dont le groupe a la disposition par un contrat de crédit bail ou par un contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt.

*** Immeubles de placement :**

Compte tenu de la sortie de la société Dinexis du périmètre de consolidation, les immeubles détenus par le Groupe et loués à la société Dinexis ont été reclassés au 1er Mai 2007 sous la rubrique « Immeubles de placement ». Le Groupe a retenu, pour les immeubles de placement, le modèle d'évaluation au coût historique amorti. Les plans d'amortissement précédemment appliqués n'ont pas été modifiés.

1.6.3 - Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les titres de participation et les prêts et créances financiers. Les titres de participation qui se composent pour l'essentiel de la participation au capital de la société Tagg Informatique (détenue à 19.62 %, sur laquelle le groupe n'exerce pas d'influence notable, et donc non consolidée) sont évalués, non pas en juste valeur, mais en coût historique, s'agissant d'une société non cotée dont la juste valeur ne peut pas être déterminée de façon précise. Ils font l'objet d'une dépréciation si nécessaire. Les prêts et créances financiers sont évalués au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation dès qu'il existe une perte de valeur.

1.6.4 - Stocks et en-cours de prestations

Les stocks sont évalués selon la méthode dite du coût unitaire moyen pondéré et comprennent les coûts d'achats et frais accessoires s'agissant d'éléments fongibles. Les prestations en cours sont valorisées au coût de revient.

1.6.5 - Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement. En cas de dépôt de bilan, les créances sont dépréciées en totalité.

I.6.6 - Trésorerie et équivalents trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements à court terme ne présentant pas de risque de changement de valeur et dont la date de réalisation à leur date d'acquisition est inférieure à trois mois. Les parts d'OPCVM de trésorerie sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture.

I.6.7 - Options de souscription ou d'achat d'actions

Le Groupe n'a pas mis en œuvre ces types de plans.

I.7 * Bilan Passif

I.7.1 - Actions auto détenues

Les actions auto détenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

I.7.2 - Provisions pour risques et charges

* I.7.2.1 - Provisions pour engagements de retraite et indemnités de fin de carrière :

Les engagements de retraites sont comptabilisés selon l'IAS 19 et sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté et la probabilité de présence à la date de départ à la retraite. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements couverts par les contrats d'assurance souscrits à cet effet. Il n'est pas tenu compte d'un taux d'inflation ni d'un taux de rémunération futur des fonds de couverture. Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

* I.7.2.2 - Autres provisions pour risques et charges :

Les autres provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le groupe. Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, des risques industriels et des risques sociaux. Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur durée probable de dénouement en passifs non courants ou en passifs courants.

I.7.3 - Impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable. Ils sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de chaque période et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

I.7.4 - Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués suivant la méthode du coût amorti. Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme à l'origine sont présentés dans les passifs non courants pour la quote-part exigible à plus d'un an. La part à moins d'un an des emprunts et des dettes financières à court terme sont présentés dans les passifs courants. Aucun emprunt n'est assorti de clause de covenants.

I.7.5 - Subventions publiques

Les subventions obtenues liées à des investissements sont inscrites au bilan en produits différés. Ces subventions sont rapportées au résultat au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont contribué à financer.

NOTE II * INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 * Périmètre

Dénomination	Pays	%	Adresse
GRUPE DIFFUSION PLUS SA, société consolidante	France		Hameau de Caër - 27930 Normanville
DIFFUSION PLUS SAS	France	100	Les Champs Chouette - 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon
EMISSAIRES SAS	France	100	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 - 94190 Villeneuve-Saint-Georges
DATA ONE SARL	France	100	Les Champs Chouette - 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon
NORD SOUS FILM SAS	France	100	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton - 59126 Linselles
LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	France	100	20 rue des Marronniers - 94240 L'Hay-les-Roses
GOCAD SERVICES SAS	France	51	2 avenue de la Cristallerie - 92310 Sèvres
FIDBACK SAS	France	51	2 avenue de la Cristallerie - 92310 Sèvres
PORENVEL SA	portugal	100	Rua do trabalho - n°10 - 2745-588 Barcarena
MAILTEC DIFUSIÒN SL ⁽¹⁾	Espagne	55	Riera de Caldes - 08800 Vilanova I La Geltru
SCI LES SPIRÉES	France	99,99	Hameau de Caër - 27930 Normanville
SCI POUR L'EUROPE	France	99,8	RN 154 - Caër - 27930 Normanville
SCI PROVENCE	France	99,99	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 - 94190 Villeneuve-Saint-Georges
SCI ESPACE	France	99,99	Route de Rouen - 27930 Normanville
SCI LA GROSSE REMISE	France	99,99	2 rue de l'Industrie - 27930 Gravigny

(*) IG : Intégration globale.

(1) Activité abandonnée..

Siren	Date de création	07-08	08-09
333 500 346	26.08.85	IG*	IG*
392 704 516	01.11.93	IG	IG
389 253 972	01.11.92	IG	IG
422 165 670	01.04.99	IG	IG
333 591 816	27.09.85	IG	IG
382 864 403	11.07.91	IG	IG
479 661 704	01.11.04	IG	IG
502 849 300	01.03.08	IG	IG
"971 795 630"	01.11.91	IG	
"B61 598 827"	30.04.98	IG	IG
340 686 237	01.01.87	IG	IG
344 424 791	18.03.88	IG	IG
348 609 066	02.11.88	IG	IG
391 089 547	28.04.93	IG	IG
402 539 944	09.10.95	IG	IG

2.2 * Variations de périmètre

2.2.1 - Exercice 2008-2009

- 1 * Abandon de l'activité de la société Mailtec Difusion en Espagne. (supra § 1.2.1).
- 2 * Sortie de périmètre de la société Porenvel au Portugal (supra § 1.2.2). La société Porenvel a été cédée le 27 août 2008 avec effet au 1^{er} mai 2008.
- 3 * Augmentation de pourcentage d'intérêt sans changement de méthode de consolidation. En février 2009, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 12,8% des titres de la SCI pour l'Europe portant ainsi le pourcentage d'intérêt de 87% à 99,8% (cf tableau de variation des capitaux propres).

2.2.2 - Exercice 2007-2008

- 1 * Entrée de la société Fidback SAS dans le périmètre de consolidation. En mars 2008, la société Fidback CRM Services a cédé son fond de commerce « d'agence de fabrication » à la société Fidback qui a été créée à cet effet et dont nous détenions 51% du capital. La société Fidback CRM Services a ensuite changé de dénomination sociale pour prendre la dénomination GOCAD Services.
- 2 * Augmentation de pourcentage d'intérêt sans changement de méthode de consolidation. En juillet 2007, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 30% des titres de la SCI Les Spirées portant ainsi le pourcentage d'intérêt de 70% à 99,9% (cf tableau de variation des capitaux propres). En février 2008, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 17% des titres de la SCI pour l'Europe portant ainsi le pourcentage d'intérêt de 70% à 87% (cf tableau de variation des capitaux propres).
- 3 * Sortie de périmètre de la société Dinexis. 95% du capital de la société Dinexis a été cédé le 27.07.07 avec effet au 1^{er} mai 2007 dans les conditions prévues au 30 avril 2007.

NOTE III * INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

3.1 * Chiffre d'affaires

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Prestations de services	3 679	87 971	89 871
Loyers des immeubles de placement		1 190	1 295
TOTAL	3 679	89 160	91 166
Dont activités abandonnées	-3 679	-3 679	
TOTAL		85 482	91 166

3.2 * Achats consommés et charges externes

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Achats stockés	796	8 711	9 487
Variation de stocks	2	81	-169
Sous-traitance	34	5 206	5 013
Achats non stockés	200	2 219	2 311
Loyers	183	2 506	3 167
Entretien maintenance	327	4 556	4 367
Assurances	26	579	734
Personnels intérimaires (*)	117	6 494	8 587
Honoraires	58	1 360	1 074
Transports	129	3 114	3 179
Autres charges externes	126	1 998	2 481
TOTAL	1 998	36 824	40 232
Dont activités abandonnées	-1 998	-1 998	
TOTAL		34 826	40 232

(*) Personnels intérimaires

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Groupe Diffusion Plus			23
Diffusion Plus		3 549	5 442
Emissaires		980	751
Data One		1 555	1 175
La Parisienne de Routage		65	132
Gocad Services		21	12
Fidback		8	1
Porenvel			1
Mailtec Difusion	117	117	585
Nord sous Film		199	466
TOTAL	117	6 494	8 587
Dont activités abandonnées	-117	-117	
TOTAL		6 377	8 587

3.3 * Impôts et taxes

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Impôts et taxes sur rémunérations		565	558
Taxe professionnelle		1 593	1 449
Autres impôts et taxes	9	686	712
TOTAL	9	2 844	2 720
Dont activités abandonnées	-9	-9	
TOTAL		2 835	2 720

3.4 * Frais de personnel

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Salaires et traitements	1 430	23 087	23 178
Charges sociales	405	9 687	9 594
Participation des salariés		460	543
Variation provision indemnité de retraite ⁽¹⁾		566	132
TOTAL	1 834	33 801	33 447
Dont activités abandonnées	-1 834	-1 834	
TOTAL		31 966	33 447

(1) Supra § 1.2.4

3.4.1 - Salaires et traitements

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Groupe Diffusion Plus		1 294	1 215
Diffusion Plus		10 396	10 494
Emissaires		2 188	2 253
Data One		3 994	3 866
La Parisienne de Routage		1 048	1 016
Gocad Services		1 019	1 300
Fidback		796	86
Porenvel			494
Mailtec Difusion	1 430	1 430	1 526
Nord sous Film		922	928
TOTAL	1 430	23 087	23 178
Dont activités abandonnées	-1 430	-1 430	
TOTAL		21 658	23 178

3.4.2 - Répartition de l'effectif moyen

	Personnel permanent	Personnel intérimaire	TOTAL
Groupe Diffusion Plus	15		15
Diffusion Plus	501	115	616
Emissaires	79	27	106
Data One	147	48	195
La Parisienne de Routage	43	2	45
Gocad Services	24		24
Fidback	15		15
Mailtec Difusion	79	5	84
Nord sous Film	50	6	56
TOTAL	954	203	1 156
Dont activités abandonnées	-79	-5	-84
TOTAL	875	198	1 072

3.4.3 - Ventilation de l'effectif moyen par catégorie

	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Cadres	5	87	88
Agents de maîtrise	9	77	66
Employés	10	133	136
Ouvriers	61	859	1 003
TOTAL	84	1 156	1 293
Dont activités abandonnées	-84	-84	
TOTAL		1 072	1 293

3.4.4 - Participation des salariés

En K€	30.04.09	30.04.08
Diffusion Plus	131	334
Emissaires	173	120
Nord sous Film	110	38
La Parisienne de Routage	46	51
TOTAL	460	543

3.5 * Amortissements, dépréciations et provisions

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Dotations aux amortissements	407	9 347	9 144
* sur immobilisations incorporelles	1	1 054	1 082
* sur immobilisations corporelles	406	7 655	7 423
* sur immeubles de placement		638	638
Dépréciations et provisions	14	1 814	604
* Dépréciations			
- sur créances douteuses	14	131	230
- sur stocks		184	80
- sur éléments financiers		1 235	236
* Provisions pour risques et charges		264	57
TOTAL	421	11 161	9 748
Dont activités abandonnées	-421	-421	
TOTAL		10 740	9 748

3.6 * Autres produits et charges d'exploitation

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Variations des travaux en cours	-15	-399	316
Production immobilisée		110	33
Dividendes		79	
Plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels ou corporels		-19	-18
Subventions d'investissements reprises en résultat		61	61
Gain sur créances amorties et dettes prescrites		794	
Résultat net sur créances clients		17	-57
Divers	4	71	84
TOTAL	-11	713	419
Dont activités abandonnées	11	11	
TOTAL		724	419

3.7 * Autres produits et charges non courants

En K€	30.04.09	30.04.08
Provision pour risque pertes financières		-66
Dotation dépréciation écart acquisition Porenvel		-183
Dotation dépréciation immobilisations		-67
Dotation dépréciation immeubles de placement		-600
TOTAL		-916

Au 30/04/2008 ces charges se composaient principalement :

- * D'une dépréciation de 600 K€ d'un immeuble de placement.
- * D'une dépréciation de l'écart d'acquisition de la société Porenvel de 183 K€.
- * D'une dépréciation d'actifs de 67 K€ concernant la société Porenvel.

3.8 * Résultat des activités abandonnées

Société Mailtec Difusión (Espagne)	30.04.09	30.04.08
Résultat déficitaire de l'exercice	-698	
Dépréciations d'actifs consécutives à l'abandon d'activité	-1 165	
Provisions pour risques et charges d'abandon d'activité	-331	
Total	-2 194	

3.9 * Coût financier

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Coût de l'endettement financier	-104	-1 282	-1 041
Autres charges financières		-83	-85
Produits financiers		270	429
TOTAL	-104	-1 096	-698
Dont activités abandonnées	104	104	
TOTAL	0	-993	-698

3.10 * Charges d'impôts

3.10.1 - Comptes sociaux

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Groupe Diffusion Plus (IF) ⁽¹⁾		-338	90
Diffusion Plus (IF)		359	746
Emissaires (IF)		400	250
Data One (IF)		112	33
La Parisienne de Routage		100	112
Porenvel			6
Nord sous Film		196	78
Mailtec Difusión			
Gocad Services		20	53
Fidback		22	14
SCI Grosse Remise		53	51
TOTAL		924	1 432
Dont activités abandonnées			
TOTAL		924	1 432

⁽¹⁾ (IF) intégration fiscale de Groupe Diffusion Plus SA

3.10.2 - Synthèse totale de la charge d'impôt

En K€	30.04.09	30.04.08
Résultat avant impôts	2 651	3 824
Charge d'impôts comptes sociaux	924	1 432
Provision pour impôts		-290
Différences temporaires (note 4.15)	-538	-145
Retraitements de consolidation (note 4.15)	605	540
Charge d'impôts sur retraitements (note 4.14)	67	394
Charge totale d'impôts	991	1 537
RÉSULTAT NET	1 659	2 288

3.10.3 - Preuve d'impôt

En K€	30.04.09	30.04.08
Résultat net	1 659	2 288
Charge d'impôts	991	1 537
Résultat avant impôts	2 651	3 824
RETRAITEMENTS		
Différences permanentes		
* Dépréciation de titres		111
* Charges non déductibles	184	183
* Quote part de frais et charges sur dividendes	28	15
* Quote part de frais et charges sur plus value	10	
Dépréciation non déduite fiscalement 30/04/08		250
Déficits non activés Mailtec	698	136
Dépréciation actifs Mailtec	1 165	
Déduction chez GDP dépréciation créances Mailtec	-1 645	
Dividendes hors groupe	-79	
RÉSULTAT FISCAL THÉORIQUE	3 012	4 520
Taux d'IS théorique	33,33%	33,33%
Impôt théorique	1 004	1 507
Crédit d'impôt famille	-32	
Contribution additionnelle		14
Rappel impôt	8	
Différentiels de taux		15
Autres écarts	11	1
Charge d'impôt au compte de résultat	991	1 537

3.11 * Résultat net part du Groupe par action

Le nombre moyen d'actions par période est le suivant :

En nombre d'actions	30.04.09	30.04.08
Nombre total d'actions	1 224 000	1 224 000
Autocontrôle direct moyen	112 601	109 001
Autocontrôle indirect moyen		
Nombre moyen d'actions en circulation	1 111 399	1 114 999

	Résultat net part du Groupe (K€)	Nombre d'actions	Résultat net part du Groupe par action (€)
* 30.04.09	1 660	1 111 399	1,49
* 30.04.08	2 295	1 114 999	2,06

NOTE IV * INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

4.1 * Écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Écarts d'acquisition :		263	263
Valeurs brutes écarts d'acquisition :		263	446
* Porenvel			183
* Nord sous Film		263	263
Dépréciation écarts d'acquisition :			-183
* Porenvel			-183
Autres immobilisations incorporelles :	3	1 966	2 590
Logiciels :	24	6 914	6 610
* Amortissements	-21	-5 077	-4 076
Immobilisations en cours		129	56
Avances sur immobilisations incorporelles			
TOTAL	3	2 229	2 853
Dont activités abandonnées	-3	-3	
TOTAL		2 226	2 853

4.2 * Immobilisations corporelles

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Terrains et aménagements		3 156	3 152
* Amortissements cumulés et dépréciations		-521	-393
Constructions et agencements	30	27 008	26 297
* Amortissements cumulés et dépréciations	-30	-4 564	-3 146
Matériels, outillages et aménagements	3 426	63 565	62 152
* Amortissements cumulés et dépréciations	-3 260	-39 072	-34 965
Autres immobilisations corporelles	180	6 312	6 066
* Amortissements cumulés et dépréciations	-136	-4 366	-4 255
Immobilisations corporelles en cours		188	334
Avances sur immobilisations corporelles		24	67
TOTAL	209	51 731	55 307
Dont activités abandonnées	-209	-209	
TOTAL		51 522	55 307

4.3 * Variation des immobilisations incorporelles et corporelles

4.3.1 - Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Activités abandonnées Mailtec	Montants fin de période
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Écarts d'acquisition sur titres	446		183		263
Concessions, logiciels...	6 610	353	49	24	6 891
Immobilisations en cours	55	73			129
Avances sur immobilisations					
SOUS TOTAL	7 111	426	231	24	7 282
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains et aménagements	3 152	5			3 156
Constructions bâtiments et aménagements	26 297	909	198	30	26 979
Matériels et outillages	62 152	4 363	2 950	3 426	60 139
Installations générales	1 784	7	81	22	1 687
Autres immobilisations corporelles	4 282	864	543	158	4 445
Immobilisations en cours	334	-136	10		188
Avances sur immobilisations	67	-42			24
SOUS TOTAL	98 067	5 970	3 783	3 635	96 619
TOTAL	105 178	6 396	4 014	3 659	103 901

4.3.2 - Variations amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Activités abandonnées Mailtec	Montants fin de période
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Écarts d'acquisition sur titres	183		183		
Concessions, logiciels...	4 076	1 050	49	21	5 057
SOUS TOTAL	4 258	1 050	231	21	5 057
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains et aménagements	393	127			521
Constructions bâtiments et aménagements	3 146	1 113	260	30	3 969
Matériels et outillages	34 965	6 897	2 224	3 260	36 378
Installations générales	1 223	89	65	22	1 226
Autres immobilisations corporelles	3 032	598	512	115	3 003
SOUS TOTAL	42 760	8 824	3 061	3 426	45 097
TOTAL	47 018	9 875	3 292	3 447	50 154

4.4 * Immeubles de placement

4.4.1 - Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMEUBLES DE PLACEMENT					
Terrains et aménagements	1 347				1 347
Constructions bâtiments et aménagements	11 959				11 959
TOTAL	13 306				13 306

4.4.2 - Variations des amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMEUBLES DE PLACEMENT					
Terrains et aménagements					
Constructions bâtiments et aménagements	3 151		638		3 789
TOTAL	3 151		638		3 789

4.4.3 - Juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant : une mise à jour des expertises par bâtiments a été faite sur l'exercice par le cabinet Collomé.

au 30.04.09	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs expertises 2008-2009
IMMEUBLES DE PLACEMENT				
Immeuble Europe	4 288	941	3 347	4 281
Immeuble Grosse remise	3 570	1 069	2 501	3 433
Immeuble Espace	5 448	1 779	3 668	3 900
TOTAL	13 306	3 789	9 517	11 614

4.5 * Actifs financiers

En K□	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Titres de participation			
* Tagg Informatique		567	567
* Divers		8	3
Autres actifs financiers			
* Créances sur participations		1 962	1 685
* Dépréciations créances sur participations		-1 962	-1 311
* Prêts au personnel		32	47
* Dépôts et cautionnements	17	160	154
* Autres			
TOTAL	17	767	1 144
Dont activités abandonnées	-17	-17	
TOTAL		751	1 144

4.6 * Impôts différés actifs

En K□	30.04.09	30.04.08
Impôts différés actifs (infra §4.15)	2	17
TOTAL	2	17

4.7 * Stocks et en-cours de production

En K□	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Matières et autres approvisionnements stockés	34	2 487	2 586
* Dépréciations		-362	-153
En-cours de production	33	902	1 301
* Dépréciations		-30	-55
SOUS-TOTAL	67	2 996	3 679
Dont activités abandonnées	-67	-67	
TOTAL		2 929	3 679

4.8 * Clients et comptes rattachés

En K□	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Créances clients	701	26 902	39 850
Dépréciations	-20	-424	-496
SOUS-TOTAL	680	26 477	39 354
Dont activités abandonnées	-680	-680	
TOTAL		25 797	39 354

4.9 * Autres créances

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Autres débiteurs		1 133	1 086
Créances sociales		43	79
État, impôts et TVA	23	1 190	2 092
Charges constatées d'avance		1 049	1 025
Autres	13	145	1 063
Provision dépréciation autres créances		-167	-167
SOUS-TOTAL	36	3 394	5 178
Dont activités abandonnées	-36	-36	
TOTAL		3 358	5 178

4.10 * Créances d'impôts exigibles

En K€	30.04.09	30.04.08
Créances d'impôts exigibles	597	
TOTAL	597	

4.11 * Trésorerie et équivalents trésorerie

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Valeurs mobilières de placement		8 279	5 299
Comptes bancaires et autres disponibilités	218	1 527	3 318
SOUS-TOTAL	218	9 807	8 617
Dont activités abandonnées	-218	-218	
TOTAL		9 589	8 617

4.12 * Actifs des activités abandonnées

Au 30 avril 2009, détail des actifs de l'activité abandonnée de la société Mailtec Difusión.

En K€	30.04.09	30.04.08
ACTIFS NON COURANTS		
Valeurs brutes des immobilisations incorporelles et corporelles	3 659	
Amortissements	-2 281	
Dépréciations	-1 165	
Actifs financiers	17	
SOUS-TOTAL ACTIFS NON COURANTS	229	
ACTIFS COURANTS		
Stocks et en-cours de production	67	
Clients et comptes rattachés	680	
Autres créances	36	
Trésorerie et équivalents trésorerie	218	
SOUS-TOTAL ACTIFS COURANTS	1 001	
TOTAL	1 230	

4.13 * Capitaux propres, part du Groupe

Information sur le capital

* Capital social : le capital se compose de 1 224 000 actions de 1,65 euros.

* Titres auto détenus :

Un programme de rachats d'actions Groupe Diffusion Plus a été autorisé par l'assemblée générale des actionnaires le 27 septembre 1999, cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque assemblée générale dont la dernière s'est tenue le 15 octobre 2008.

Au cours de l'exercice 2008-2009 la société a acquis 3 600 titres.

Au 30 avril 2009 l'autocontrôle s'élevait à 112 601 actions soit 9,20% du capital.

L'ensemble de ces actions (112 601) est porté en diminution des capitaux propres consolidés, sur la base du coût historique cumulé.

L'assemblée générale mixte du 15 octobre 2008 a autorisé, pour une durée de 24 mois, la réduction du capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises, dans le cadre du programme de rachat d'actions propres, par la société elle-même, en application de l'article L.225-209 du code de commerce dans la limite de 10%.

Cette autorisation n'a pas été utilisée au cours de l'exercice 2008- 2009.

4.14 * Provisions pour risques et charges

4.14.1 - Soldes à la clôture

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Passifs non courants			
Provisions pour engagements de retraite		876	310
Autres provisions		397	66
SOUS-TOTAL		1 273	376
Passifs courants			
Provisions pour risques et charges		440	135
SOUS-TOTAL		440	135
TOTAL		1 713	511
Dont activités abandonnées			
TOTAL		1 713	511

4.14.2 - Provisions pour engagements de retraite

Les engagements de retraite envers le personnel sont d'un montant peu significatif du fait de la jeunesse des sociétés du groupe, de la forte rotation observée des effectifs et de l'ancienneté relativement faible des salariés.

La convention collective dont dépend le Groupe Diffusion Plus fixe le montant de l'indemnité de fin de carrière des salariés à 50% du montant de l'indemnité légale de licenciement.

La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a doublé le mode de calcul de l'indemnité légale de licenciement et le Groupe a, par conséquent, doté un complément de provision pour engagement retraite de 566 K€ sur l'exercice 2008-2009.

Les provisions pour engagements de retraite se décomposent comme suit :

En K€	30.04.09	30.04.08
Engagements calculés	1 110	537
Actifs de couverture	234	227
Charges constatées d'avance		
Provisions pour engagements	876	310

4.14.3 - Variation de l'exercice des provisions pour risques et charges

En K€	30.04.08	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	30.04.09
Passifs non courants	376	898			1 273
Provisions pour engagements de retraite	310	566			876
Provisions abandon activité		331			331
Autres provisions	66				66
Passifs courants	135	377	33	40	440
* Provisions pour litiges fournisseurs	10				10
* Provisions pour litiges clients	2	108			110
* Autres provisions	124	269	33	40	320
TOTAL	511	1 275	33	40	1 713

4.15 * Impôts différés passif

Origine	En K€ Nature	Impôts différés Actif (+) Passif (-)			Augmentation (+) Diminution (-) de charge d'impôts
		30.04.08	changement de périmètre	30.04.09	
Différences temporaires					
	Organic	75		80	-4
	Amortissement CB immobiliers			169	-169
	Participation	181		156	25
	Provision retraite	103		292	-189
	Déficit reportable				
	Autres provisions	272		462	-190
	Divers	4		14	-11
	SOUS-TOTAL	635		1 173	-538
Retraitements de consolidation					
	Crédits-bails et locations	-12 000		-12 213	212
	Dépréciations neutralisées			-114	114
	Plus values de cessions	17		2	15
	Divers	333		139	195
	Ecart d'évaluation matériels	-66		-135	69
	SOUS-TOTAL	-11 716		-12 321	605
	TOTAL NET	-11 081		-11 148	67
	Dont solde ISD actif	17		2	
	Dont solde ISD passif	-11 098		-11 150	

4.16 * Emprunts et dettes financières

4.16.1 - Dettes par nature

En K€	dont Mailtec			30.04.09			30.04.08		
	Non Courants	Courants	Total	Non Courants	Courants	Total	Non Courants	Courants	Total
Emprunts	312	173	485	12 770	6 643	19 412	14 449	8 059	22 508
Intérêts courus sur emprunts					3	3		1	1
Participation des salariés				499	55	554	280	67	346
Découverts bancaires					18	18			
TOTAL	312	173	485	13 268	6 720	19 988	14 729	8 127	22 856
Dont activités abandonnées	-312	-173	-485	-312	-173	-485			
TOTAL				12 957	6 547	19 503	14 729	8 127	22 856

4.16.2 - Dettes par maturité

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Inférieures à 1 an	173	6 720	8 127
De 1 à 5 ans	312	13 267	14 315
Supérieures à 5 ans		1	414
SOUS-TOTAL	485	19 988	22 856
Dont activités abandonnées	-485	-485	
TOTAL		19 503	22 856

4.16.3 - Variation des emprunts

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Emprunts souscrits		5 638	6 087
Emprunts remboursés	63	8 734	8 588
Dont activités abandonnées	-63	-178	
Augmentation dettes de participation des salariés		335	205
Remboursement de participation des salariés		127	401

4.17 * Nantissement de dettes

Toutes les dettes d'emprunts sont assorties de nantissements sur les biens qu'elles financent.

4.18 * Instruments financiers

4.18.1 - Risque de change

L'ensemble des opérations du Groupe est libellé en euros.

4.18.2 - Risque de taux sur emprunts

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
En-cours taux fixe	485	14 809	15 043
En-cours taux variable sur T4M		269	1 277
En-cours taux variable sur EURIBOR 3 mois		3 387	4 744
En-cours taux révisable sur CODEVI		948	1 445
TOTAL	485	19 412	22 508
Dont activités abandonnées	-485	-485	
TOTAL		18 928	22 508

4.19 * Autres dettes non courantes

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Intérêts minoritaires		147	147
Dépôts et cautionnements reçus		114	173
TOTAL		262	320
Dont activités abandonnées			
TOTAL		262	320

(1) Ces intérêts minoritaires correspondent à l'engagement d'achat à première demande des parts détenues par un actionnaire minoritaire d'une société filiale sur la base de la situation nette comptable et d'une valeur minimum au nominal.

Le comité d'interprétation a confirmé qu'en application du § IAS 32-33, il convient de constater une dette financière dès lors que l'entreprise encoure une obligation de payer en numéraire l'acquisition de titres d'une société contrôlée détenus par des actionnaires minoritaires, même si cette obligation est conditionnée au fait qu'un tiers exerce l'option qui lui a été accordée.

4.20 * Fournisseurs et comptes rattachés

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Fournisseurs	285	6 837	8 705
Factures non parvenues	200	1 543	1 677
SOUS-TOTAL	485	8 380	10 382
Dont activités abandonnées	-485	-485	
TOTAL		7 896	10 382

4.21 * Autres dettes courantes

En K€	Dont Mailtec	30.04.09	30.04.08
Dettes sociales	128	6 342	6 390
Dettes fiscales (hors impôts exigibles)	14	1 049	1 063
TVA	47	4 908	5 809
Fournisseurs d'immobilisations		292	304
Avoirs à établir - Avances sur commandes		1 816	3 155
Clients créditeurs		2 572	2 787
Affranchissements à payer auprès de La Poste		5 872	16 925
Autres créditeurs	72	440	844
SOUS-TOTAL	261	23 293	37 278
Dont activités abandonnées	-261	-261	
TOTAL		23 032	37 278

4.22 * Dettes d'impôts exigibles

En K€	30.04.09	30.04.08
Impôts à payer		1 021

4.23 * Produits différés

En K€	30.04.09	30.04.08
Subventions publiques	1 247	1 305
* Crédit bail immobilier Diffusion Plus	831	873
* Crédit bail immobilier Data One	415	432
Autres produits différés	6	66
TOTAL	1 252	1 371

La subvention de 1 524K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Diffusion Plus représentant un montant net d'amortissements de 1 042 k€ au 01/05/2004 (date de passage aux IFRS) fait l'objet pour le solde d'un amortissement sur la durée moyenne des principaux composants.

La méthode rétrospective a été appliquée pour le plan d'amortissement de la subvention obtenue de 535 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Data One.

4.24 * Passifs des activités abandonnées

Au 30 avril 2009, détail des passifs de l'activité abandonnée de la société Mailtec Difusion.

En K€	30.04.09	30.04.08
PASSIFS NON COURANTS		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts et dettes financières	312	
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	312	
PASSIFS COURANTS		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts et dettes financières	173	
Fournisseurs et comptes rattachés	485	
Autres dettes courantes	261	
TOTAL PASSIFS COURANTS	919	
TOTAL	1 230	

NOTE V * INFORMATIONS DIVERSES

5.1 * Informations concernant les organes de direction et d'administration

- * Rémunérations des organes de direction et d'administration : les rémunérations brutes au titre de l'exercice ont été de 603 K€ (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société).
- * Il n'a pas été versé de jetons de présence aux membres du conseil d'administration.
- * Comme tous les cadres de la société, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire article 83 payée par la société.
- * Messieurs Daniel FERRAND et Philippe MISEREY, directeurs généraux délégués de Groupe Diffusion Plus SA, bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.
- * Monsieur Stéphane PIERRE, directeur général de Gocad Services SAS, et monsieur Guillaume Charles, directeur général de Fidback SAS, bénéficient dans des conditions semblables d'une indemnité égale à douze mois de leur rémunération brute mensuelle de base.

5.2 * Périmètre de l'intégration fiscale

Liste des sociétés membres du Groupe (Article 46 quater 0 ZK de l'annexe III CGI)

Société mère	Filiale n°1	Filiale n°2	Filiale n°3
SA GROUPE DIFFUSION PLUS Hameau de Caër 27930 NORMANVILLE	SAS ÉMISSAIRES 380 rue de l'appel du 18 juin 1940 ZAC des prés de l'hôpital 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES	SAS DIFFUSION PLUS Les champs chouette 27600 SAINT AUBIN SUR GAILLON	SARL DATA ONE Les champs chouette 27600 SAINT AUBIN SUR GAILLON

NOTE VI * INFORMATION SECTORIELLE

6.1 * Information par secteur d'activité

Le Groupe exerce une activité unique.

6.2 * Information par zone géographique

Le groupe ayant pris la décision sur l'exercice d'abandonner son activité en Espagne (Mailtec Difusión), la totalité de son activité s'exerce en France.

NOTE VII * ENGAGEMENTS HORS BILAN

7.1 * Dettes garanties par des sûretés réelles (en K€)

Il s'agit des sûretés hypothécaires sur les constructions et des nantissements sur les matériels et outillages.

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers		
* sur immobilier	3 344	3 344
* sur matériels	12 758	12 758
TOTAL	16 101	16 101

7.2 * Droit individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de droits individuels à la formation :
droits acquis au titre du DIF : 72 621 heures.

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 2 019 600 euros
Siège social : Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
333 500 346 RCS B EVREUX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 30 avril 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2009 sur :

- * le contrôle des comptes consolidés de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- * la justification de nos appréciations ;
- * la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I * OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 * JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 avril 2009 ont été réalisées dans un contexte d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans la note I de l'annexe des comptes.

Dans ce contexte et conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- * les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations ainsi que le traitement approprié des contrats de crédit-bail et de location ;
- * les modalités d'évaluation des créances et des dettes d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 * VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2009

Les commissaires aux comptes
Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Olivier LE BERTRE
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

BILAN COMPTES SOCIAUX - ACTIF (en euros)

	Brut	Amortissements et dépréciations	30.04.09 Net	30.04.08 Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets, droits similaires	1 475 539	1 313 883	161 656	446 113
Fonds commercial	1 794 041	1 794 041		760 235
Autres immobilisations incorporelles	2 400		2 400	
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	5 732 592	5 303 782	428 810	568 164
Installations techniques, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles	913 940	843 793	70 147	109 548
Immobilisations en cours				
Avances, acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	8 908 783	459 979	8 448 804	9 165 827
Créances rattachées à des participations	7 744 637	2 760 957	4 983 680	6 982 631
Autres titres immobilisés	1 987 884	341 770	1 646 114	1 927 980
Prêts	751 765	751 265	500	751 765
Autres immobilisations financières	77 569		77 569	74 834
TOTAL	29 389 150	13 569 470	15 819 680	20 787 097
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS				
Marchandises				
CRÉANCES				
Clients et comptes rattachés	660 906	94 358	566 548	1 020 678
Avances, acomptes sur commandes	23 262		23 262	17 510
Autres créances	814 683		814 683	93 997
Capital souscrit appelé non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 943 832		2 943 832	
Disponibilités	37 878		37 878	43 462
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance	55 180		55 180	57 800
TOTAL	4 535 741	94 358	4 441 383	1 233 447
Charges à répartir				
Primes rembt obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	33 924 891	13 663 828	20 261 063	22 020 544

BILAN COMPTES SOCIAUX - PASSIF (en euros)

	30.04.09	30.04.08
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	2 019 600	2 019 600
Primes émission, fusion, apport		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	201 960	201 960
Réserves statutaires ou contractuelles	12 388 335	10 884 781
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Acompte sur dividende		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 050 046	2 616 962
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	300 504	290 908
TOTAL	15 960 445	16 014 211
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit émissions titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	704 452	146 267
Provisions pour charges	88 448	52 005
TOTAL	792 900	198 272
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes établissements de crédit	1 831 360	2 040 076
Emprunts, dettes financières diverses	553 658	1 810 061
Avances, acomptes sur commandes en cours	17 470	41 228
Fournisseurs et comptes rattachés	322 487	351 247
Dettes fiscales et sociales	557 393	1 428 121
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	31 754	117 586
Autres dettes	180 291	12 764
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	13 305	6 978
TOTAL	3 507 718	5 808 061
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	20 261 063	22 020 544

COMPTE DE RÉSULTAT (en euros)

	30.04.09	30.04.08
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 431 801	5 734 637
Subventions		1 830
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	31 564	29 509
Autres produits	343	16 905
PRODUITS D'EXPLOITATION	5 463 708	5 782 881
Achats de marchandises	13	7
Achats matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	1 739 167	1 495 463
Impôts et taxes	157 633	160 472
Salaires et traitements	1 323 028	1 243 331
Charges sociales	613 549	579 678
Dotations amortissements sur immobilisations	510 334	587 092
Dotations provisions sur immobilisations	760 236	371 025
Dotations provisions sur actif circulant	94 358	
Dotations provisions risques et charges	598 659	196 129
Autres charges	11 410	860
CHARGES D'EXPLOITATION	5 808 387	4 634 057
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-344 679	1 148 824
Produits financiers de participations	2 940 199	3 837 652
Produits autres valeurs mobilières		
Autres intérêts produits assimilés	37 310	42 820
Reprises sur provisions	614 484	1 167
Différences positives de change		
Produits nets cessions VMP	9 587	
PRODUITS FINANCIERS	3 601 580	3 881 639
Dotations financières amortissements et provisions	3 245 567	297 801
Intérêts et charges assimilés	725 956	252 673
Différences négatives de change		
Charges nettes cessions VMP		
CHARGES FINANCIÈRES	3 971 523	550 474
RÉSULTAT FINANCIER	-369 943	3 331 165
RÉSULTAT COURANT	-714 622	4 479 989
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 966 422	134 592
Produits exceptionnels sur opérations de capital	916 612	59 473
Reprises sur provisions	22 962	290 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 905 996	484 065
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	750 000	2 115 149
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	698 792	40 598
Dotations exceptionnelles amortissements et provisions	30 414	101 804
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 479 206	2 257 551
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 426 790	-1 773 486
Participation des salariés		
Impôt	-337 878	89 541
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	1 050 046	2 616 962

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 avril 2009 dont le total est de 20 261 063 € et au compte de résultat dégageant un bénéfice net de 1 050 046 €. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} mai 2008 au 30 avril 2009. Les notes et les tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels. Ils sont présentés en euros. Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 1^{er} septembre 2009.

I - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'activité de la filiale MAILTEC DIFUSIÒN en Espagne, qui s'est fortement dégradée au cours de l'exercice (déficit de l'exercice de 698 K€ pour un chiffre d'affaires de 3 679 K€), a conduit à placer cette société, au mois de juin 2009, sous la réglementation de la loi sur les faillites. Dans ce contexte, la société a retenu l'hypothèse qu'elle ne serait pas engagée au-delà de ses apports et des engagements qu'elle a donnés et a décidé de tirer les conséquences de cette situation en comptabilisant à la clôture de l'exercice une dépréciation des titres de participation et des créances détenues sur cette société ainsi qu'une provision pour risques afin de couvrir les charges relatives à l'abandon de l'activité de cette filiale. Les dépréciations et provisions ainsi constituées au 30 avril 2009 s'élèvent ainsi à 2 170 780 €.

* dépréciation complémentaire des titres de participation (infra § III.A.3.4)	1 19 096 €
* dépréciation du prêt participatif (infra § III.A.3.4)	751 265 €
* dépréciation des avances en compte courant (infra § III.A.3.4)	798 845 €
* dépréciation des autres créances	94 358 €
* provision pour risques et charges d'abandon d'activité (infra § II.B.2)	331 427 €
* provision complémentaire pour engagements (infra § II.B.2)	75 789 €
	<u>2 170 780 €</u>

II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La très grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

Les estimations significatives réalisées par GROUPE DIFFUSION PLUS pour l'établissement de ses comptes annuels portent principalement sur :

- * les immobilisations corporelles,
- * les immobilisations financières,
- * les créances d'exploitation,
- * les provisions.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation,
- * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- * indépendance des exercices,

Et conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le code de commerce et le règlement 99-03 du Comité de la réglementation comptable. Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'est intervenue dans l'exercice.

III - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

A - ACTIF

I * IMMOBILISATIONS

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La société Groupe Diffusion Plus applique depuis le 1^{er} mai 2005 le nouveau traitement comptable sur les actifs défini par les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06. Lorsque les amortissements calculés sur la durée d'utilisation sont inférieurs aux amortissements calculés sur la durée d'usage admise fiscalement, la différence est constatée sous forme d'amortissements dérogatoires.

- * Durées et modes d'amortissement

	Modes	Durées
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Constructions et agencements selon les composants	Linéaire	10 à 50 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 12 ans
Installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels de transport	Linéaire	3 à 4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	Linéaire	2 à 8 ans

Les mouvements relatifs aux postes de l'actif immobilisé sont regroupés dans les deux tableaux suivants.

*Tableau de variation des immobilisations

	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	1 466 164	11 775		1 477 939
Mali technique ⁽¹⁾	1 794 041			1 794 041
Constructions sur sol d'autrui	5 708 442	24 150		5 732 592
Installations techniques, matériels et outillages industriels				-
Installations, agencements, aménagements divers	529 869			529 869
Matériels de transport	1 097	9 649	280	10 466
Mobiliers et matériels de bureau	372 200	6 256	4 852	373 604
Immobilisations corporelles en cours				-
Avances et acomptes				-
SOUS-TOTAL	9 871 813	51 831	5 132	9 918 512
Participations et créances rattachées	17 831 346	1 613 602	2 791 527	16 653 421
Autres titres immobilisés	1 927 980	59 904		1 987 884
Prêts et autres immobilisations financières	826 599	3 935	1 200	829 334
SOUS-TOTAL	20 585 925	1 677 441	2 792 727	19 470 639
TOTAL GENERAL	30 457 738	1 729 272	2 797 859	29 389 151

⁽¹⁾ La société civile LES SONNANTES (qui détenait 60 480 actions de la société Groupe Diffusion Plus) a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au 1^{er} novembre 2005 qui a été comptabilisée aux valeurs nettes comptables et s'est traduite par un mali technique de 1 794 041 euros comptabilisé en immobilisations incorporelles.

Suivi du mali technique	Nombre	Cours	Valeurs brutes 30.04.09
Titres détenus au 30/04/2005	48 521	37,37	1 813 227
Titres reçus TUP SONNANTES	60 480	1,90	1 14 754
Titres d'autocontrôle acquis le 26/02/09	3 600	16,64	59 904
SOUS TOTAL	112 601	17,65	1 987 885
Mali Technique TUP SONNANTES affecté aux titres d'autocontrôle			1 794 041
Valeurs brutes	112 601		3 781 926
Dépréciation Mali Technique			1 794 041
Dépréciation titres propres			341 771
Valeurs Nettes	112 601		1 646 114
Valeurs Vénales	112 601	14,62	1 646 114

Tableau de variation des amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

	Montants début période	Dotations	Reprises	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	1 020 050	293 832		1 313 882
Dépréciation mali technique	1 033 806	760 235		1 794 041
Constructions sur sol d'autrui	5 140 279	163 504		5 303 783
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagements divers	517 798			517 798
Matériels de transport	580	2 603	20	3 163
Matériels et mobiliers de bureau	275 241	50 395	2 804	322 832
TOTAL	7 987 754	1 270 569	2 824	9 255 500

2 * LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Tableau des filiales et participations au 30 avril 2009

Nom des sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital (avant résultat)	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Dettes aux filiales	Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société mère	CA HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Date de clôture du dernier exercice
				brute	nette							
DIFFUSION PLUS	1 032 000	4 260 016	100%	1 088 680	1 088 680	432 320		254 200	47 315 302	654 739	1 225 500	30.04.09
EMISSAIRES	160 000	312 887	100%	153 365	153 365	6 542	149 998		8 865 356	572 215	450 000	30.04.09
NORD SOUS FILM	160 000	98 107	100%	1 356 845	1 356 845		47 083	17 076	2 626 494	-314 645	120 000	30.04.09
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	160 000	196 029	100%	174 506	174 506		13 443	605 708	5 055 016	172 607	250 000	30.04.09
MAILTEC DIFUSIÒN	420 700	-202 132	55%	232 395			1 550 102		3 678 848	-697 667		30.04.09
DATA ONE	1 300 000	135 702	100%	1 300 000	1 300 000		3 458 671	12 722 907	28 503 355			30.04.09
GOCAD SERVICES ⁽⁶⁾	120 000	-107 969	51%	61 200	30 600		473 694	35 903	2 958 120	49 872		30.04.09
FIDBACK	37 000		51%	18 870	18 870		7 181	65 420	4 960 740	15 086		30.04.09
SCI LES SPIREES	7 622	-119 267	99,8%	445 743	445 743		251 703		10 119	-6 603		30.04.09
SCI POUR L'EUROPE	7 622	-53 531	99,8%	1 131 360	1 131 360		196 236		17 055	3 433		30.04.09
SCI PROVENCE	3 200	69 209	100%	228 574	228 574		385 679		45 735	20 392	22 999	30.04.09
SCI ESPACE	503 250	756 715	100%	1 555 490	1 555 490				297 779	80 825	242 543	30.04.09
SCI DE LA GROSSE REMISE	390 000	20 571	100%	389 651	389 651	236			221 543	105 041	102 045	30.04.09
TAGG INFORMATIQUE	3 312 920	635 244	19,6%	566 838	566 838				13 001 633	551 443	78 500	31.08.08
S.E.T. ⁽¹⁾	NC	NC	17%	121 950			186 902		NC	NC		
PUBLITRI ⁽¹⁾	NC	NC		34					NC	NC		
DINEXIS ⁽²⁾	1 552 630	-1 222 206					416 117	91 416	11 330 847	-529 561		31.12.08
DIMENSION 4				432	432				NC	NC	4	
BDM PLUS ⁽³⁾	35 000	6 532	7%	2 450	2 450				927 290	23 094	525	30.09.08
REGROUP'EURE ⁽⁴⁾	100 000	-224 503	35%	35 000			1 274 037		638 057	-827 536		31.12.08
REGROUP'NORD ⁽⁵⁾	100 000		40%	40 000			85 056		122 387	-481 835		31.12.08
TRAGEM ONE ⁽⁷⁾	27 045		20%	5 400	5 400							
TOTAL				8 908 782	8 448 803	439 098	8 495 902	13 792 630			2 492 116	

(1) Société en liquidation

(2) Dinexis est une participation de Diffusion Plus à hauteur de 5%

(3) BDM PLUS création de la société en décembre 2005

(4) Regroup'Eure création de la société en juillet 2006

(5) Regroup'Nord création de la société en août 2007

(6) Ancienne dénomination Fidback CRM Services

(7) Société marocaine

3 * TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

3.1 Titres de participation

ACQUISITIONS :

* Acquisition de 19,97% de la société Tragem'one	5.400 €
* Acquisition de 13% de la SCI Europe (portant la participation de 87% à 99,8%)	497.112 €
	<hr/> 502.512 €

CESSIONS :

* Les titres de la filiale portugaise Porenvel ont été cédés en juillet 2008 avec une plus-value de cession de 205 183 €.

MODE D'ÉVALUATION DES TITRES DE PARTICIPATION :

Participations " sociétés opérationnelles "

Les titres de participation sont estimés à leur valeur d'usage, c'est-à-dire la valeur qu'un chef d'entreprise prudent et avisé accepterait de décaisser pour les obtenir s'il avait à les acquérir. La méthode de valorisation retenue prend en compte les capitaux propres et la rentabilité de chaque société. Toutes les variations négatives entre la valeur d'usage et le coût historique font l'objet d'une constitution de dépréciation.

Participations " sociétés immobilières "

Les titres de participation des sociétés civiles immobilières sont estimés en fonction des valeurs des biens immobiliers qu'elles détiennent. Tous ces immeubles, à vocation industrielle, sont valorisés en fonction de leur valeur d'utilisation, à l'appui d'une expertise réalisée par le cabinet COLLOME Frères , cette valeur est néanmoins limitée à une valeur vénale. La valorisation des titres en découlant n'a engendré aucune dépréciation.

3.2 Titres d'autocontrôle

	30.04.09	30.04.08
Nombre de titres	112 601	109 001
Prix d'acquisition	1 987 885	1 927 980
Valeur à la clôture	1 646 114	2 688 216
Dépréciation sur titres	341 770	

3.3 Prêts et autres immobilisations financières

	30.04.09	30.04.08
Prêt participatif MAILTEC DIFUSIÓN	751 265	751 265
Prêts au personnel	500	500
Dépôts et cautionnements	77 569	74 834
Valeurs brutes	829 334	826 599
Dépréciations (prêt participatif)	751 265	
Valeurs nettes	78 069	826 599

3.4 Dotations et reprises de dépréciations

Sur titres :

SOCIÉTÉ	30.04.08	DOTATIONS	REPRISES	30.04.09
Mailtec Difusión	113 299	119 096		232 395
Gocad Services	61 200		30 600	30 600
SET	121 950			121 950
Regroup'Eure	35 000			35 000
Regroup'Nord	40 000			40 000
Titres propres		341 770		341 770
Divers	33			33
TOTAL	371 482	460 866	30 600	801 748

Sur avances financières :

SOCIÉTÉ	30.04.08	DOTATIONS	REPRISES	30.04.09
Mailtec Difusión ⁽¹⁾		798 845		798 845
Prêt participatif Mailtec Difusión ⁽¹⁾		751 265		751 265
Regroup'Eure ⁽²⁾	124 502	1 149 535		1 274 037
Regroup'Nord		85 056		85 056
SET	186 902			186 902
Dinexis ⁽³⁾	1 000 000		583 884	416 116
TOTAL	1 311 404	2 784 701	583 884	3 512 221

1) MAILTEC DIFUSIÓN. (supra § I)

2) REGROUPEURE. Compte tenu des difficultés liées au démarrage de l'activité de cette société, les avances en compte courant qui lui ont été consenties ont fait l'objet d'une dépréciation pour la totalité de leur montant au 30 avril 2009.

3) DINEXIS. Compte tenu des accords conclus lors de la cession de cette filiale en juillet 2007 et de ses résultats au 30 avril 2008, notre société a constaté sur l'exercice une perte définitive de sa créance en compte courant de 583 884€ et la dépréciation antérieurement constituée a été reprise pour le même montant.

4 * CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS - CLASSEMENT PAR ÉCHÉANCE

Le total des créances, détaillé dans le tableau des filiales, s'élève à 8 495 902 euros dont 6 758 897 euros remboursables à moins d'un an.

Créances rattachées	7 744 637
Prêt participatif	751 265
SOUS TOTAL	8 495 902

5 * ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

ACTIF	
Participations	Voir note n°2
Créances rattachées à des participations	Voir note n°4
Créances clients et comptes rattachés	628 721
Autres créances	397
PASSIF	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 867
Comptes courants	439 099
Autres dettes	244 123
COMPTE DE RÉSULTAT	
Charges exceptionnelles	750 000
Charges financières	54 769
Dotations provisions pour dépréciations	1 669 206
Produits financiers	420 550
Dividendes	2 413 087
Produits exceptionnels	1 966 422
Reprise de provisions pour dépréciations	30 600

6 * ACTIF CIRCULANT

* Classement par échéances : toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à un an au plus.

* Produits à recevoir

	30.04.09	30.04.08
Clients factures à établir	109 572	45 448
Fournisseurs avoirs à recevoir	397	4 454
Produits divers à recevoir	1 079	102
TOTAL	111 048	50 003

* Mode d'évaluation des valeurs mobilières de placement : le prix de revient des valeurs mobilières de placement est comparé au cours du dernier jour de l'exercice, l'écart éventuel est déprécié s'il est négatif. Les plus-values latentes sur titres d'OPCVM sont réintégrées fiscalement.

* Sicav monétaires

	30.04.09	30.04.08
Valeur comptable	2 943 832	Néant
Valeur d'inventaire selon prix de marché	2 943 832	Néant

7 * COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

* Charges constatées d'avance

	30.04.09	30.04.08
Crédit bail véhicules	1 038	518
Locations immobilières	1 576	1 503
Locations mobilières	843	840
Entretien et maintenance	10 849	9 653
Assurances	6 033	5 998
Documentations	712	
Honoraires	7 318	16 670
Frais de bourse	5 233	5 400
Publicité - Annonces	11 088	10 607
Voyages et déplacements		720
Cotisations	1 610	1 000
Autres charges de personnel	5 043	4 891
Intérêts	3 837	
TOTAL	55 180	57 800

B - PASSIF

I * CAPITAUX PROPRES

* Capital social

	Nombre	Nominal
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 224 000	1,65
Actions composant le capital en fin d'exercice	1 224 000	1,65

* Tableau de variation des capitaux propres

Exercice 2008-2009		
A	1 Capitaux propres à la clôture de l'exercice n-1 avant affectation	13 397 250
	2 Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	2 616 962
	3 Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice n	16 014 212
B	Apports reçus	
	1 Variation du capital	
	2 Variation des autres postes	
C	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	16 014 212
D	Variations en cours d'exercice	-1 103 814
	1 Variation du capital	
	2 Variation des primes, réserves, report à nouveau ^(a)	-1 113 409
	3 Variation des provisions relevant des capitaux propres	
	4 Amortissements dérogatoires ^(b)	9 595
	5 Autres variations - Acomptes sur dividendes	
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice avant AGO	14 910 398
F	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice	-1 103 814
G	Dont : Variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
H	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	-1 103 814

^(a) Dont dividendes versés (hors autocontrôle) 1 113 409.

^(b) Incidence du retraitement des nouvelles durées d'amortissements des constructions depuis le 1er mai 2005 (supra III A1).

2 * PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	30.04.08	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	30.04.09
Provisions pour engagements de retraites	52 005	36 443			88 448
Provisions garantie passif	65 780				65 780
Provisions intérêts minoritaires ⁽¹⁾	71 456	75 789			147 245
Provisions pour risques activité abandonnée (Mailtec Difusión)		331 427			331 427
Provisions pour autres risques	9 031	155 000	4 031		160 000
TOTAL	198 272	598 659	4 031		792 900

⁽¹⁾ Au 30/04/08, une provision pour risques d'un montant de 71 456 euros avait été constituée en vue de faire face à la prise en charge éventuelle par la société de l'engagement de rachat des intérêts minoritaires d'une société filiale à la valeur nominale. Cette provision a été ajustée au 30/04/09.

3 * EMPRUNTS, DETTES FINANCIÈRES ET DIVERS

* Classement par échéances

RUBRIQUE	TOTAL	A 1 AN AU PLUS	ENTRE 1 ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
* A plus de 1 an à l'origine				
Emprunts bancaires	1 830 683	678 572	1 152 111	
Dépôts de garantie reçus	114 559			114 559
* A moins de 1 an à l'origine				
Compte courant DIFFUSION PLUS	432 320	432 320		
Compte courant EMISSAIRES	6 542	6 542		
Compte courant GROSSE REMISE	236	236		
Intérêts courus sur emprunts	677	677		
TOTAL	2 385 017	1 118 347	1 152 111	114 559

* Information sur le risque de taux

En-cours taux fixe	944 848
En-cours taux variable sur EURIBOR	885 835
TOTAL CAPITAL RESTANT DÛ	1 830 683

Les risques de variation de taux sur les emprunts, dont l'indice de référence est le marché monétaire, sont couverts par des placements, adossés à des taux de même nature, suivant l'évolution de la trésorerie.

4 * AUTRES DETTES - CLASSEMENT PAR ÉCHÉANCE

Toutes les autres dettes sont payables à moins d'un an.

* Charges à payer

	30.04.09	30.04.08
Intérêts courus sur emprunts	677	696
Fournisseurs factures non parvenues	138 992	173 471
Avoirs à établir	169 832	12 764
Personnel	206 000	121 853
Organismes sociaux	97 490	57 197
État	31 563	31 778
TOTAL	644 554	397 759

5 * COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

* Produits constatés d'avance

	30.04.09	30.04.08
Locations matériels divers	13 305	6 978
TOTAL	13 305	6 978

6 * ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se décompose comme suit :

Organic	12 732
Provisions pour engagements de retraites	88 448
Provisions activité abandonnée	331 427
Autres provisions pour risques	150 000
Provisions intérêts minoritaires	147 245
Dépréciation créance en compte courant Dinexis	416 116
Quote part non déductible sur abandons de créances	42 664
TOTAL	1 188 632
Taux d'imposition 33,1/3%	33,33%
Allègement de la dette future d'impôt	396 211

La société n'a pas, à la clôture de l'exercice, d'impôt à payer au titre des charges déductibles l'année de leur comptabilisation.

IV - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

I * VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN

	SALARIÉS	PERSONNEL MIS À DISPOSITION	TOTAL
Cadres	6		6
Agents de maîtrise	2		2
Employés	7		7
Ouvriers			
TOTAL	15		15

2 * RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

* Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 966 422
Retour sur abandons de créances Data One	1 966 422	
* Produits exceptionnels sur opérations en capital		916 612
Cessions immobilisations incorporelles	166 666	
Cessions immobilisations corporelles	14 946	
Cession immobilisations financières (titres Porenvel)	735 000	
* Reprise sur provisions		22 962
Amortissements dérogatoires	20 819	
Risques et charges exceptionnelles	2 143	
Produits exceptionnels		2 905 996
* Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		750 000
Abandon de créances à Gocad Services	750 000	
* Charges exceptionnelles sur opérations en capital		698 791
VNC des immobilisations incorporelles cédées	166 666	
VNC des immobilisations corporelles cédées	2 308	
VNC des immobilisations financières cédées (titres Porenvel)	529 817	
* Dotations aux provisions		30 415
Amortissements dérogatoires	30 415	
Charges exceptionnelles		1 479 206
Résultat exceptionnel		1 426 790

3 * VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

* Intégration fiscale

La société, en tant que société mère, intègre fiscalement trois filiales, Diffusion Plus, Emissaires et Data One.

Dans le cadre de l'intégration fiscale, chaque filiale est redevable, à l'égard de la société mère, de l'impôt qu'elle aurait acquitté si elle avait été imposée séparément.

A la clôture de l'exercice, la société mère n'a aucun engagement de reversement d'économies d'impôts à l'égard de ses filiales..

* Ventilation de l'impôt

	RÉSULTAT COURANT	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	RÉSULTAT TOTAL
Résultat avant impôt	-714 622	1 426 790	712 168
Impôt de l'exercice	-699 337	361 458	-337 879
Résultat après impôt	-15 285	1 065 332	1 050 047

* Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

	COURANT	EXCEPTIONNEL	TOTAL
Résultat	-714 622	1 426 790	712 168
Déductions fiscales	-3 013 708	-2 171 604	-5 185 312
Réintégrations fiscales	1 630 319	41 829	1 672 148
Résultat fiscal	-2 098 011	-702 985	-2 800 996
Taux d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Montant impôt société	-699 337	-234 328	-933 665
IS intégration fiscale		627 549	627 549
Crédit d'impôt famille		-31 763	-31 763
Charge d'impôt	-699 337	361 458	-337 879

V - ENGAGEMENTS

I * Informations hors bilan

* Sûretés réelles accordées sur autres emprunts

	CAPITAL RESTANT DÛ
Nantissement des parts de la SCI Espace	
Au profit du Crédit Agricole en garantie d'un emprunt de 666 000 euros	85 105
Au profit de Natexis en garantie d'un emprunt de 600 000 euros	235 724
Nantissement des actions de la SCI Spirées	
Au profit du Crédit Agricole en garantie d'un emprunt de 300 000 euros	236 476
Nantissement des parts de la SCI pour L'Europe	
Au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt de 590 000 euros	483 249
Au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt de 473 000 euros	473 000
TOTAL	1 513 554

2 * ENGAGEMENTS DE CRÉDITS-BAILS

néant

3 * AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés

Caution à Mur Ecureuil pour la durée du contrat de crédit-bail immobilier souscrit par la société Data One	3 428 349
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Data One	8 594 558
Caution donnée à la Société Générale qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Data One	300 000
Caution donnée à International Paper de garantir le règlement des achats de papier réalisés par Data One	400 000
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par La Parisienne de Routage	5 708
Caution donnée au Crédit Agricole Normandie Seine qui s'est engagé à garantir au profit de Ditrimag le règlement des affranchissements réalisés par La Parisienne de Routage	600 000
Caution à Mur Ecureuil pour la durée du contrat de crédit-bail immobilier souscrit par la société Diffusion Plus.	254 200
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par la société Nord sous Film	17 076
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par la société Dinexis	91 416
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Gocad Services	35 903
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Fidback	65 420
TOTAL	13 792 630

Engagement de la société Groupe Diffusion Plus en cas de révocation de la fonction de directeur général délégué de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

* droit individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de droits individuels à la formation :

Droits acquis au titre du DIF : 912 heures

* Engagements reçus

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Data One avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30.04.00	502 677
Conseil d'Administration du 27.10.00	304 898
Conseil d'Administration du 27.04.01	434 480
Conseil d'Administration du 30.10.01	235 000
Conseil d'Administration du 24.04.02	145 000
Conseil d'Administration du 30.10.02	930 000
Conseil d'Administration du 27.04.03	1 275 000
Conseil d'Administration du 25.08.03	15 000
Conseil d'Administration du 31.10.03	2 220 000
Conseil d'Administration du 29.04.04	710 000
Conseil d'Administration du 30.04.05	1 025 000
Conseil d'Administration du 31.10.05	1 270 000
Conseil d'Administration du 29.04.06	350 000
Conseil d'Administration du 30.04.07	1 700 000
Conseil d'Administration du 31.10.07	1 020 000
Conseil d'Administration du 30.04.08 Retour à meilleur fortune	-134 592
Conseil d'Administration du 31.10.08 Retour à meilleur fortune	-1 350 750
Conseil d'Administration du 30.04.09 Retour à meilleur fortune	-600 000
Conseil d'Administration du 01.09.09 Retour à meilleur fortune	-15 672
Montant net restant à recouvrer au 30.04.09	10 036 041

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Gocad Services avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 29.04.06	385 000
Conseil d'Administration du 31.10.06	255 000
Conseil d'Administration du 30.04.07	497 000
Conseil d'Administration du 31.10.07	615 000
Conseil d'Administration du 30.04.08	480 000
Conseil d'Administration du 31.10.08	480 000
Conseil d'Administration du 30.04.09	270 000
Montant net restant à recouvrer au 30.04.09	2 982 000

VI - RENSEIGNEMENTS DIVERS

1 * Ventilation du chiffre d'affaires

	FRANCE	ÉTRANGER	TOTAL
Prestations administratives et commerciales	3 450 640	62 500	3 513 140
Vente de produits annexes	751 548		751 548
Produits locatifs immobiliers	1 156 471		1 156 471
Produits locatifs mobiliers	10 642		10 642
TOTAL	5 369 301	62 500	5 431 801

2 * Rémunérations des organes de direction et d'administration

Organes de direction et d'administration : 603 342 euros (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société).

3 * Consolidation

La société Groupe Diffusion Plus, société mère, consolide dans ses comptes par intégration globale les sociétés Diffusion Plus, Emissaires, La Parisienne de Routage, Mailtec Difusion, Data One, Nord sous Film, Gocad Services, Fidback, SCI Espace, SCI pour l'Europe, SCI Les Spirées, SCI Provence et SCI de la Grosse Remise.

4 * Engagements retraites

Les engagements en matière d'indemnités futures de départ en retraite sont partiellement couverts par la souscription d'un contrat d'assurance auprès du CIN, le complément fait l'objet d'une provision comptable à hauteur de 88 448 euros.

TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ

(Art. 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Au 30 avril	2005	2006	2007	2008	2009
I * SITUATION EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 019 600	2 019 600	2 019 600	2 019 600	2 019 600
Nombre d'actions émises	1 224 000	1 224 000	1 224 000	1 224 000	1 224 000
Nombre d'actions à créer					
II * RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 600 040	4 687 529	5 075 258	5 734 637	5 431 801
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	2 781 420	2 075 126	139 969	3 969 187	5 312 403
Impôt sur les bénéfices	503 504	-181 626	-760 663	89 541	-337 878
Participation des salariés					
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	3 634 205	1 931 747	-1 346 987	2 616 962	1 050 046
Montant des bénéfices distribués (proposé par le Conseil d'Administration)	1 468 800	1 468 800	734 400	1 224 000	(1 224 000)
III * RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION					
Bénéfice après impôt et participation, mais avant amortissements et provisions	1,86	1,84	0,74	3,17	4,62
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	2,97	1,58	-1,10	2,14	0,86
Dividende versé à chaque action (proposé par le Conseil d'Administration)	1,20	1,20	0,60	1,00	(1,00)
IV * PERSONNEL					
Nombre de salariés	13	10	13	16	15
Montant de la masse salariale	862 169	824 865	1 126 791	1 243 331	1 323 028
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	446 752	364 513	512 580	579 678	613 549

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 2 019 600 euros
Siège social : Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
333 500 346 RCS B EVREUX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 avril 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2009 sur :

- * le contrôle des comptes annuels de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- * la justification de nos appréciations,
- * les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I * OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 * JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 avril 2009 ont été réalisées dans un contexte d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans la note II de l'annexe des comptes.

Dans ce contexte et conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Nous avons notamment examiné les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations et plus particulièrement des titres de participation et des comptes de créances rattachées à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 * VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- * la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- * la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux engagements consentis en faveur des mandataires sociaux à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous vous signalons que l'information prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce sur le montant des rémunérations et les avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux est une information globale et est donc incomplète par rapport aux dispositions dudit article qui prescrit une information individuelle.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2009

Les commissaires aux comptes
Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Olivier LE BERTRE
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 2 019 600 euros
Siège social : Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
333 500 346 RCS B EVREUX

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 30 avril 2009

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

I * CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions ou engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

La description des conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice figure dans le tableau I.

2 * CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements figurant dans le tableau II, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements sont indiquées dans le tableau III du présent rapport.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2009

Les commissaires aux comptes
Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Olivier LE BERTRE
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

TABLEAU I * CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS CONCLUS AU COURS DE L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
GOCAD SERVICES	Abandon par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au 31.10.2008 au profit de la société GOCAD SERVICES d'une somme de 480.000 euros correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune.	31.10.08	- 480 000
GOCAD SERVICES	Abandon par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au 30.04.2009 au profit de la société GOCAD SERVICES d'une somme de 270.000 euros correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune.	30.04.09	- 270 000
DATA ONE	Remboursement partiel d'abandon de créances par la société DATA ONE au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS d'une somme de 1.350.750 euros correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune au 31.10.2008.	31.10.08	+ 1 350 750
DATA ONE	Remboursement partiel d'abandon de créances par la société DATA ONE au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS d'une somme de 615.672 euros correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune au 30.04.2009.	30.04.09	+ 615 672
William MERIEL	Acquisition par la société Groupe Diffusion Plus auprès de M. William Meriel de 64 parts représentant 12,8 % du capital de la SCI POUR L'EUROPE moyennant le prix de 473.440 euros	29.02.09	

rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements complémentaires

TABLEAU II * CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
SCI LES SPIRÉES	Bail à construction : 24 ans à compter du 16.04.87, loyer annuel hors taxes de 6098 euros, révisable le 30 juin de chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (Indice de base 3e trimestre 1986 : 861 points).	04.04.87	- 10 119
SCI POUR L'EUROPE	Bail à construction : 24 ans à compter du 01.06.88, loyer annuel hors taxes de 10 671 euros, révisable le 30 juin de chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (Indice de base 4e trimestre 1987 : 890 points).	28.04.88	- 17 054
DIFFUSION PLUS	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société DIFFUSION PLUS, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : * refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. * 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DIFFUSION PLUS. * 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents (supprimé à compter du 01/11/2008 sur décision du conseil d'administration du 22/12/2008). Date d'effet : 01.05.97	04.05.97	1 933 000
EMISSAIRES	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société EMISSAIRES, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : * refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. * 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par EMISSAIRES. * 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents (supprimé à compter du 01/11/2008 sur décision du conseil d'administration du 22/12/2008). Date d'effet : 01.05.97	04.05.97	155 000
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société LA PARISIENNE DE ROUTAGE, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en trois points : * refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. * 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par LA PARISIENNE DE ROUTAGE. * 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents (supprimé à compter du 01/11/2008 sur décision du conseil d'administration du 22/12/2008).	04.05.97	93 000

TABLEAU II (BIS) * CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
MAILTEC DIFUSIÒN	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société MAILTEC DIFUSIÒN, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> * refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. * 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par MAILTEC DIFUSIÒN. * 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents (supprimé à compter du 01/11/2008 sur décision du conseil d'administration du 22/12/2008). <p>Date d'effet : 01.07.98</p>	18.06.98	50 000
DATA ONE	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société VARIDIFF, qui est devenue la société DATA ONE, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> * refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. * 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DATA ONE * 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents (supprimé à compter du 01/11/2008 sur décision du conseil d'administration du 22/12/2008). <p>Date d'effet : 01.04.99</p>	15.02.99	841 000
NORD SOUS FILM	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société NORD SOUS FILM, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30 %, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. * 0.5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par NORD SOUS FILM. * 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents (supprimé à compter du 01/11/2008 sur décision du conseil d'administration du 22/12/2008). <p>Date d'effet : 01.08.02</p>	14.10.02	100 000

TABLEAU II (TER) * CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
GOCAD SERVICES	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société GOCAD SERVICES (nouvelle dénomination de FIDBACK CRM SERVICES), ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> * refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 30%, ramenée à 25% par décision du conseil d'administration en date du 02.05.06. * 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par GOCAD SERVICES. * 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents (supprimé à compter du 01/11/2008 sur décision du conseil d'administration du 22/12/2008). <p>Date d'effet : 03.01.05</p>	03.01.05	60 000
FIDBACK	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société FIDBACK, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> * refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. * 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par FIDBACK. * 10% du résultat d'exploitation après prise en compte des deux points précédents (supprimé à compter du 01/11/2008 sur décision du conseil d'administration du 22/12/2008). <p>Date d'effet : 01.03.08</p>	03.01.08	82 000
Daniel FERRAND Et Philippe MISEREY	<p>Engagement de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, en cas de révocation de la fonction de directeur général de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre (24) mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.</p>	17.12.01	Néant

rapport des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements

TABLEAU III * PERSONNES CONCERNÉES PAR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTÉS

SOCIÉTÉ	ADMINISTRATEUR CONCERNÉ ET FONCTION OCCUPÉE		
	WILLIAM MÉRIEL	PHILIPPE MISEREY	DANIEL FERRAND
DIFFUSION PLUS	Président	Directeur général	Directeur général
ÉMISSAIRES	Président	Directeur général	Directeur général
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Président	Directeur général	
DATA ONE	Gérant		
NORD SOUS FILM	Président	Directeur général	Directeur général
MAILTEC DIFUSIÒN	Administrateur unique		
SCI LES SPIREES	Gérant		
SCI POUR L'EUROPE	Gérant		
GOCAD SERVICES	Président		
FIDBACK	Président		

rapport spécial aux conventions et engagements réglementés

- 85 ⓘ RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
- 86 ⓘ RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE
- 90 ⓘ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT
- 91 ⓘ RAPPORT SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL
- 92 ⓘ RAPPORT SUR LE RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES TITRES
- 94 ⓘ RAPPORT RELATIF AUX OPÉRATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS – LISTE DES INFORMATIONS PUBLIÉES
- 95 ⓘ INFORMATIONS RELATIVES AUX OPA
- 97 ⓘ RAPPORT SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALAIRES
- 98 ⓘ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALAIRES

IDENTITÉ

Dénomination sociale : SA GROUPE DIFFUSION PLUS

Siège social : RN 154 - 27930 NORMANVILLE

Forme juridique : société anonyme

RCS : Evreux B 333 500 346

Code APE : 7010 Z

OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- * toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières et mobilières se rapportant à la mise sous enveloppe et sous film rétractable ou non, pliage, assemblage, encartage, travaux manuels et colisage, timbrage et routage suivant la réglementation postale, ruptage, massicotage de tous les documents et la gestion de fichiers ainsi que l'étude, la conception, l'impression et la fabrication de tous supports de diffusion et de conditionnement,
- * la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous les établissements se rapportant aux activités spécifiées, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; la participation aux entreprises pouvant se rattacher à l'objet social et toutes opérations contribuant à la réalisation de cet objet,
- * la prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales, la constitution de tous portefeuilles de valeurs de bourse, l'administration, la gestion et la mise en valeur de biens acquis ou constitués,
- * la propriété, l'administration et l'exploitation de tous immeubles, de tous biens et droits immobiliers quelconques.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

99 ans à compter de l'immatriculation au RCS, soit jusqu'au 02.10.84.

EXERCICE SOCIAL

Du 1^{er} mai au 30 avril.

CAPITAL SOCIAL

- * montant : 2 019 600 euros,
- * nombre d'actions : 1 224 000,
- * nominal des actions : 1,65 euros
- * forme des actions : nominative ou au porteur
- * l'assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts un droit de vote double qui s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans.

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE EXERCICE 2008-2009

Le présent rapport est établi conformément aux dispositions de l'article L.225.37 du Code de Commerce.

Il vous expose les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration durant l'exercice 2008-2009 et vous informe des procédures de contrôle interne mises en place dans notre société.

Par ailleurs, conformément à l'article L.225.235, les commissaires aux comptes présentent, dans un rapport joint, leurs observations pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière de la société.

I * TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est composé de trois administrateurs :

- * Monsieur William MERIEL - Président du conseil d'administration et directeur général
- * Madame Mauricette MERIEL
- * Monsieur Philippe MISEREY - Directeur général délégué

Monsieur Daniel FERRAND, Directeur général délégué (non administrateur) est invité régulièrement à participer aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration s'est réuni très régulièrement au cours de l'exercice.

La totalité des décisions du conseil d'administration a été adoptée à l'unanimité.

Le conseil d'administration n'a apporté aucune limitation aux pouvoirs du Directeur général.

Les administrateurs ne bénéficient pas de jetons de présence.

Compte tenu de la composition du conseil d'administration, nous n'appliquons pas le code de gouvernance AFEP/MEDEF.

II * LE COMITÉ DE DIRECTION

Le comité de direction est composé du Président directeur général, des Directeurs généraux délégués de la société mère ainsi que des responsables des principales filiales.

Il se réunit une fois par mois sauf au mois d'août.

Il arrête les budgets de chaque société du groupe. Il examine les comptes mensuels de chaque société et analyse les écarts entre les prévisions et les réalisations.

Tous les sujets sont abordés par ce comité et plus particulièrement la synergie entre les sociétés.

Organe de contrôle du groupe, il exerce également un rôle important dans l'élaboration de la stratégie.

III * REMUNERATION ET AVANTAGES ACCORDES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Ils se décomposent de la manière suivante :

- * rémunération fixe : compte tenu de l'ancienneté des mandataires sociaux (plus de 20 ans) la rémunération fixe résulte de l'évolution du groupe depuis leur prise de fonction.
- * rémunération variable : une prime de bilan, est octroyée, directement calculée à partir du résultat opérationnel consolidé et du résultat d'exploitation de certaines filiales.
- * avantages en nature : concerne l'utilisation de véhicules de fonction en application des règles fiscales et sociales ainsi que les primes d'assurance chômage des dirigeants d'entreprises.
- * stocks options : il n'a jamais été mis en place de tel plan.
- * autres : les mandataires sociaux ont les mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble des cadres de la société (retraite complémentaire ART-83 - mutuelle et prévoyance - indemnités de départ à la retraite).
- * les Directeurs généraux délégués bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

	Fixe	Variable*	Avantages en nature	Retraite (article 83)
Exercice 2008-2009	520 725	39 969	14 407	28 241
Exercice 2007-2008	520 725	59 623	10 478	27 340

*rattachée à l'exercice (versée ou non dans l'exercice)

IV * LE CONTRÔLE DE GESTION

Le service du contrôle de gestion, intégré dans la société mère a pour mission :

- * d'élaborer avec les directions opérationnelles les budgets des sociétés filiales, de les consolider et d'assurer la cohérence des informations.
- * d'assister le management opérationnel dans le suivi de l'exécution du budget.
- * de contrôler la réalisation du budget d'investissements.
- * de fournir au comité de direction une synthèse de ses travaux.
- * de réaliser toute étude ponctuelle.
- * de proposer des actions en vue de l'optimisation des coûts..

V * LES CONSEILS EXTERIEURS

Compte tenu de la taille et des besoins du GROUPE un certain nombre de fonctions sont externalisées :

- * juridique.
- * fiscale- contentieux.

VI * LE CONTRÔLE EXTERNE

L'organisation interne est complétée par l'intervention des commissaires aux comptes, qui contrôlent les comptes sociaux et les comptes consolidés semestriels et annuels du GROUPE..

VII * LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE RELATIVES A LA FIABILITE DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

7.1 * Principes et normes comptables du GROUPE

7.1.1- Comptes sociaux

Les conventions générales comptables appliquées sont conformes aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le code de commerce et le règlement 99-03 du comité de la réglementation comptable.

7.1.2 - Comptes consolidés

Les comptes consolidés publiés pour l'exercice 2008-2009 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS ont été appliquées avec effet rétroactif au 1er mai 2004.

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes à la même date.

7.2 * Procédures d'établissement et de contrôle des comptes

Les sociétés françaises du groupe utilisent le logiciel SAP, qui permet d'atteindre un meilleur niveau de sécurité dans les procédures internes des cycles de ventes, d'achats, de trésorerie et de gestion du personnel. Le domaine commercial et la facturation fonctionne désormais en intégration dans SAP via le module des ventes pour les principales sociétés du GROUPE.

Les comptes consolidés sont établis à partir des données saisies localement dans chaque entité conformément aux normes du GROUPE.

Les données locales incluant un bilan, un compte de résultat et une annexe sont établies selon un plan de compte unique.

Les données des filiales sont vérifiées par les services comptables et contrôle de gestion du GROUPE.

VIII * RISQUES

8.1 * Risques de marché

Le monopole de La Poste a été réduit le 01.01.03 aux lettres de moins de 100 grammes.

Le 01.01.06, ce seuil a été abaissé à 50 grammes. Le parlement européen a adopté le 11 juillet 2007 le texte proposant la libération intégrale du secteur postal le 1er janvier 2011, repoussant ainsi de 2 ans l'échéance initialement prévue.

La loi du 20 mai 2005 a transposé en droit français les dispositions européennes en matière de services postaux. Elle a confié la régulation du secteur à un régulateur indépendant, l'ARCEP (anciennement ART).

Cette ouverture à la concurrence à l'horizon de 2011 ne nous permet pas d'identifier précisément les risques pour notre groupe à l'heure actuelle.

8.2 * Risques clients

Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client du Groupe, La Poste, représente 4,55% du chiffre d'affaires consolidé sur l'exercice 08-09. Il est en constante diminution depuis plusieurs exercices.

La Poste a accéléré depuis septembre 2008 la mise en place d'une politique de « tarification nette » ainsi qu'une facturation directe à nos clients, ce qui conduit à moduler le prix de l'affranchissement en fonction des frais plus ou moins importants engagés par La Poste pour distribuer le courrier.

De ce fait, la rémunération que nous percevons de La Poste pour effectuer le travail de tri du courrier afin de constituer les différents lots, vient en diminution du prix de l'affranchissement d'où l'expression « tarification nette ».

Nos clients bénéficiant de cette baisse de tarif d'affranchissement devraient corrélativement nous rémunérer notre prestation de tri. Les conditions du marché n'ont permis que très partiellement cette facturation.

Toutefois une offre à tarif unique brut persiste pour de faibles volumes.

La Poste a supprimé l'utilisation des sacs postaux pour le transport du courrier et les remplace par des containers en plastique (Kubs) qui permettent une plus grande mécanisation des flux après conditionnement.

8.3 * Risques fournisseurs

Le Groupe n'est pas exposé à de tels risques.

8.4 * Risques juridiques

Le Groupe n'est pas impliqué dans un litige susceptible d'avoir une incidence significative négative sur sa situation financière.

8.5 * Risques pays

Le Groupe n'est pas exposé à un risque pays.

8.6 * Risques de charge

Le Groupe n'est pas significativement soumis à un risque de change.

8.7 * Risques de taux

La trésorerie n'est pas couverte contre les risques de taux. Concernant les emprunts, nous avons 3,66 M€ d'en-cours au 30.04.09 indexés sur des taux variables.

Au 30.04.09, nous avons 0,95 M€ d'en-cours basés sur le taux CODEVI.

8.8 * Risques de liquidité

Au 30.04.09, la dette financière s'élève à 19,50 M€ et se détaille comme suit :

* Emprunts auprès des établissements de crédit	18,95 M€
* Participation de salariés	0,55 M€

Les emprunts ont été contractés auprès de plusieurs établissements financiers selon des modalités tout à fait classiques en pareille matière et sans covenants.

Sur l'ensemble de cette dette, l'annuité à moins d'un an est de 6,72 M€.

Le Groupe ne mobilise pas son poste clients.

Au 30.04.09, la trésorerie s'élève à 9,59 M€.

La marge brute d'autofinancement de l'exercice clos au 30.04.09 est de 14,56 M€.

8.9 * Risques sur actions

Le Groupe ne place ses liquidités qu'en souscrivant, en fonction de la trésorerie, des parts d'OPCVM monétaires. Par conséquent, le risque lié à l'évolution des marchés financiers est limité.

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées, à la souscription, en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.

Une variation des cours n'aura donc aucune influence sur les capitaux propres consolidés du Groupe.

8.10 * Risques liés à l'environnement

Les conséquences de notre activité sur l'environnement sont négligeables. Aucune provision pour risque ou garantie en matière d'environnement n'a été constatée sur l'exercice 08-09.

Aucune indemnité n'a été versée au cours de l'exercice en exécution d'une décision de justice en la matière.

Notre activité ne génère aucune nuisance particulière.

Notre filiale Data One vient d'être certifiée ISO 14001.

8.11 * Assurances

Chaque société du groupe bénéficie d'un contrat d'assurance distinct par l'intermédiaire du même courtier pour les sociétés françaises.

Les sociétés françaises sont assurées auprès d'AGFet Mailtec Difusion est assuré par AXA.

Les contrats d'assurances portent principalement sur les risques suivants :

- * Multirisques (matériels, marchandises, bâtiment)
- * Responsabilité civile exploitation
- * Responsabilité civile professionnelle
- * Perte d'exploitation
- * Responsabilité des dirigeants
- * Déplacements professionnels et automobiles

Fait à Normanville, le 15 septembre 2009

William Mériel,

Président du conseil d'administration

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 2 019 600 euros
Siège social : Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
333 500 346 RCS B EVREUX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Exercice clos le 30 avril 2009

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société anonyme GROUPE DIFFUSION PLUS, et en application des dispositions de l'article L.225-235 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société, conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du code de commerce au titre de l'exercice clos le 30 avril 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- * de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- * d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière :

Ces normes d'exercice professionnel requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- * prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président, ainsi que de la documentation existante ;
- * prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- * déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne, relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission, font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du code de commerce.

Autres informations :

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du code de commerce.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux, le 30 septembre 2009

Les commissaires aux comptes

Olivier LE BERTRE
MAZARS
53, rue Louis Pasteur - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN

Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun - 27000 EVREUX

RAPPORT SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL PAR ANNULATION DES ACTIONS ACQUISES

L'assemblée générale du 15.10.08 a donné au conseil d'administration le pouvoir de réduire le capital social de la société dans la limite de 10 % du capital et ce jusqu'au 14.10.10. Cette autorisation n'a pas été utilisée.

Fait à Normanville, le 15 septembre 2009
Le conseil d'administration

RAPPORT SUR LE RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES TITRES

En application des articles 241-I et suivants du règlement général de l'AMF, le présent rapport constitue le descriptif du programme de rachat d'actions qui sera soumis à l'autorisation de l'assemblée générale du 20 octobre 2009.

* Bilan du précédent programme de rachat d'actions :

Un programme de rachats d'actions a été autorisé par l'assemblée générale des actionnaires le 27 septembre 1999. Cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque assemblée générale dont la dernière s'est tenue le 15 octobre 2008.

* Nombres de titres composant le capital de l'émetteur au début du programme (15.10.08) = 1 224 000.

* Nombres de titres auto-détenus au début du programme = 109 001.

* Opérations réalisées depuis le début du programme jusqu'au 31.08.09

- Nombre de titres achetés	10 600
- Nombre de titres vendus	0
- Nombre de titres annulés	0
- Nombre de titres détenus au 31.08.09	119 601
- Valeur comptable du portefeuille au 31.08.09	2 047 077

- Valeur de marché au 31.08.09

2 051 157

L'assemblée générale mixte du 15.10.08 a renouvelé, au conseil d'administration, l'autorisation d'achat et de vente de ses propres actions par la société dans des conditions et selon certains objectifs déterminés par l'assemblée. Cette autorisation a été conférée au conseil d'administration pour une durée de dix huit mois.

Le prix maximum d'achat fixé par cette autorisation était de 30 euros par action et le prix minimum de cession était de 25 euros par action dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122 400 actions.

La totalité des titres détenus au 31.08.09 était destinée à être conservée et remise dans le cadre d'opérations de croissance externe, faute de projets significatifs d'opérations de croissance externe, le conseil d'administration utilisera l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 15.10.2008 pour annuler ces titres.

* Nouveau programme soumis à l'autorisation de l'assemblée générale du 20.10.09 :

Il est demandé à la présente assemblée de reconduire l'autorisation d'acquérir des actions dans les conditions suivantes :

* prix maximal d'achat par action : 25 Euros (hors frais d'acquisition),

* prix minimal de vente par action : 20 Euros (hors frais de cession),

* le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122.400 actions. L'acquisition de ces titres représenterait ainsi un montant maximal théorique de 69 975 euros sur la base d'un prix maximal de 25 euros par action compte tenu des 119 601 actions déjà auto-détenues.

Toutefois, en cas d'annulation des titres actuellement détenus le montant maximal de l'opération sera alors fixé à 2 760 975 euros.

La présente autorisation a pour objet :

- de permettre à la société d'utiliser les possibilités d'acquisitions pour remettre des actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.
- d'annuler ces actions.

Cette autorisation est demandée pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'assemblée générale du 20.10.09.

En cas d'opérations sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital à ce jour avant l'opération et le nombre de ces titres après la ou les opérations.

Les actions pourront, à tout moment dans les limites de la réglementation en vigueur, être acquises, cédées, échangées ou transférées, que ce soit sur le marché, ou hors marché, par tous moyens et, notamment, par transactions de blocs.

La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transactions de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

Cette autorisation est donnée à compter de la présente assemblée générale pour une période maximale de dix huit mois, expirant en conséquence le 19 avril 2011 et annule la précédente autorisation.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre cette autorisation et notamment pour passer tout ordre de bourse, signer tout acte d'achat de cession d'échange ou de transfert, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations auprès de l'autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Fait à Normanville, le 15 septembre 2009

Le conseil d'administration

RAPPORT RELATIF AUX OPÉRATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS

Au cours de l'année civile 2008 les opérations suivantes ont été réalisées :

* Dirigeant concerné : Daniel FERRAND Directeur général délégué.

Date	Achat/vente	Cours (euros)	Quantités	Montant (euros)
06.08	achat	23	131	3 013,00
08.08	achat	23,88	126	3 008,88
19.08	achat	23,86	126	3 006,36

* Dirigeant concerné : Philippe MISEREY Directeur général délégué et administrateur.

Date	Achat/vente	Cours (euros)	Quantités	Montant (euros)
20.05	achat	24,75	150	3 712,50
09.10	achat	21,30	60	1 278,00

LISTE DES INFORMATIONS PUBLIÉES OU RENDUES PUBLIQUES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ÉTABLIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 451-1-I DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ET DE L'ARTICLE L. 221-1-I DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF

Nature des informations	Date de publication	Référence des publications ou Diffusion
Avis de convocation à l'assemblée générale du 20.10.09	18.09.09	Wire les echos - site de l'émetteur - l'éveil normand
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre exercice 2009-2010	11.09.09	BALO - Wire les échos - Site de l'émetteur
Bilan semestriel du contrat de liquidité	16.07.09	Wire les échos - Site de l'émetteur
Chiffre d'affaires annuel exercice 2008-2009	24.06.09	Wire les échos- Site de l'émetteur - La tribune
Chiffre d'affaires 3 ^{ème} trimestre exercice 2008-2009	23.03.09	Site de l'émetteur - La tribune
Rapport financier semestriel exercice 2008-2009	26.02.09	Wire les échos - Site de l'émetteur
Résultat semestriel exercice 2008-2009	25.02.09	Wire les échos- Site de l'émetteur - La tribune
Bilan annuel contrat de liquidité	12.01.09	Wire les échos - Site de l'émetteur
Désignation des teneurs de comptes de titres nominatifs	21.11.08	BALO
Rapport annuel 2007-2008	30.09.08	BALO - Site de l'émetteur
Résultat annuel 2007-2008	29.09.08	Wire les échos- Site de l'émetteur - La tribune
Convocation assemblée générale exercice 2007-2008	19.09.08	BALO - Site de l'émetteur
Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre exercice 2008-2009	16.09.08	Wire les échos- Site de l'émetteur - La tribune

* STRUCTURE DU CAPITAL AU 31.07.09

	Nombre de titres	%	Droits de vote	%
Mériel William	674 736	55,13	1 149 336	66,17
Ferrand Daniel	186 033	15,20	345 183	19,87
Miserey Philippe	1 185	0,10	1 187	0,07
Mériel Mauricette	240	0,02	480	0,03
Autocontrôle	119 601	9,77	--	-
Contrat de liquidité	1 366	0,11	--	-
Financière de l'échiquier	119 150	9,73	119 150	6,86
Indépendance expansion sicav	66 384	5,42	66 384	3,82
Divers public	55 305	4,52	55 310	3,18
	1 224 000	100	1 737 030	100

Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L233-11 :
Sans objet.

Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L 233-7 et L 233-12 :

Les participations de FINANCIÈRE DE L'ÉCHIQUIER et de INDÉPENDANCE ET EXPANSION SICAV ont fait l'objet de déclaration de franchissement de seuil.
La société n'est pas contrôlée directement ou indirectement par une société par actions.

Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et description (au 31.07.09) :

L'assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts un droit de vote double qui s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans. Les actionnaires concernés sont les suivants :

Mériel William	474 600 actions
Ferrand Daniel	159 150 actions
Miserey Philippe	2 actions
Mériel Mauricette	240 actions
Oddo Asset Management	5 actions

Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat de personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier :

Sans objet.

Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote :

Aucun accord de ce type n'existe à notre connaissance.

Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société :

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix huit au plus.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de soixante quinze ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Lorsque l'âge limite est atteint, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

Pouvoirs du conseil d'administration, en particulier sur l'émission ou le rachat d'actions :

Les pouvoirs du conseil d'administration ne sont pas limités par les statuts.

L'assemblée générale du 15.10.08 a donné au conseil d'administration les pouvoirs suivants :

Rachat d'actions :

- * Le conseil d'administration pourra faire acquérir à la société ses propres actions dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122.400 actions.
- * le prix minimal d'achat par action est de 30 euros et le prix minimum de vente par action est de 25 euros.

Cette autorisation a été donnée jusqu'au 14.04.10.

Réduction du capital social :

- * le conseil d'administration pourra annuler en une ou plusieurs fois , les actions de la société détenues par celle-ci, dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois.

Cette autorisation a été donnée jusqu'au 14.10.10

Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts :

En cas de changement dans le management de la société, Messieurs FERRAND Daniel et MISEREY Philippe pourraient, en cas de départ, percevoir une somme égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

Accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique :

La société s'est engagée en cas de révocation de la fonction de directeur général délégué de Messieurs FERRAND Daniel et MISEREY Philippe, ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

Monsieur PIERRE Stéphane, directeur général de Gocad Services SAS, bénéficie dans des conditions semblables d'une indemnité égale à 12 mois de rémunération brute mensuelle de base ainsi que Monsieur CHARLES Guillaume, directeur général de Fidback SAS.

Monsieur COLLADO Manuel, directeur de Mailtec Difusión SL bénéficie également d'un accord des actionnaires de Mailtec pour une indemnité à hauteur de 24 mois de salaires déduction faite des indemnités légales pouvant être perçues.

RAPPORT RELATIF A L'AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

Nous vous informons que les dispositions de l'alinéa 2 de l'article L.225-129-6 du code de commerce (issu de la loi n° 2001-152 du 19 février 2001 modifié par la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 art.42) sur l'épargne salariale, prévoient que tous les trois ans, une assemblée générale extraordinaire soit convoquée sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L.3332-18 du code du travail si les actions détenues par le personnel de la société, et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180, représentent moins de 3% du capital.

Eu égard aux dispositions précitées, nous vous proposons :

- * de mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues aux articles L.3332-1 et suivants du code du travail ;
- * de déléguer tous pouvoirs au conseil d'administration afin qu'il procède, dans un délai maximum de 12 mois, à une augmentation de capital, d'un montant maximum de 10 % du capital social effectif lors de la réalisation de cette augmentation, réservée aux salariés adhérents au plan d'épargne entreprise.

L'augmentation de capital visée à l'article L.225-129-6 du code de commerce étant réservée aux salariés, elle implique une suppression du droit préférentiel de souscription. Le prix de souscription de ces actions sera fixé conformément aux dispositions des articles L.3332-18 et suivants du code du travail.

Concernant notre société, votre conseil d'administration estime inopportun de procéder à l'ouverture du capital aux salariés et vous demande, en conséquence, de repousser la résolution que la loi nous fait obligation de vous soumettre.

Fait à Normanville, le 15 septembre 2009

Le Conseil d'administration

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL, AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION, RÉSERVÉE AUX SALARIÉS ADHÉRENTS D'UN PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-135 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital, d'un montant maximal de 10 % du capital social effectif lors de la réalisation de cette augmentation, réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise de votre société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 du code du travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer le soin d'arrêter les modalités de cette opération et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription.

Il appartient à votre conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur certaines informations contenues dans ce rapport et sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital qui sera décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission données dans le rapport du conseil d'administration.

Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de cette autorisation par votre conseil d'administration.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,
le 30 septembre 2009

Les commissaires aux comptes
Norbert LECOMTE
SCOGEX
20, rue de Verdun
27000 EVREUX

Olivier LE BERTRE
MAZARS
53, rue Louis Pasteur
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

O R D R E D U J O U R

ET TEXTES DES RESOLUTIONS

ORDRE DU JOUR

A LA MAJORITÉ ORDINAIRE

- * Présentation des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport de gestion établis par le conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 30 avril 2009,
- * Rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission, et sur les conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du code de commerce,
- * Approbation des comptes annuels, des comptes consolidés et des conventions,
- * Affectation du résultat,
- * Distribution de dividendes aux actionnaires,
- * Renouvellement de l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 et suivants du code de commerce donnée par l'assemblée générale du 15 octobre 2008 ; pouvoirs au conseil d'administration,
- * Pouvoirs pour effectuer les formalités.

A LA MAJORITÉ EXTRAORDINAIRE

- * Augmentation de capital réservée aux salariés (article L 225-129-6 du code de commerce),
- * Autorisation de transfert des titres de la société GROUPE DIFFUSION PLUS d'EUROLIST vers ALTERNEXT ; pouvoirs au conseil d'administration.
- * Pouvoirs pour effectuer les formalités.

TEXTE DES RÉOLUTIONS

A LA MAJORITÉ ORDINAIRE

* PREMIÈRE RÉOLUTION - APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 30 avril 2009, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice net comptable de 1.050.046,49 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration et aux directeurs généraux délégués quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

Elle approuve enfin le montant global s'élevant à 22.958 euros, des dépenses et charges non déductibles du bénéfice imposable visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts et celui de l'impôt correspondant s'élevant à 7.652 euros.

* DEUXIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 30 avril 2009 approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes consolidés arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice net comptable de 1.659.869.06 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration et aux directeurs généraux quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

* TROISIÈME RÉSOLUTION – CONVENTIONS VISÉES AUX ARTICLES L 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DU COMMERCE

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce, approuve chacune des conventions relatées dans ce rapport.

* QUATRIÈME RÉSOLUTION - AFFECTATION DU RÉSULTAT - DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de :	1 050 046,49 euros
* Augmenté d'une somme de :	173 953,51 euros
(prélevée sur le compte « autres réserves »)	
* Total à affecter :	<hr/> 1 224 000,00 euros
(à la distribution de dividendes aux actionnaires)	

Le dividende revenant à chaque action s'élève à 1 euro. Il sera mis en paiement le 28 octobre 2009

La date de détachement du dividende est fixée au 23 octobre 2009.

La date à l'issue de laquelle seront arrêtées les positions qui, après dénouement bénéficieront de la mise en paiement, est fixée au 27 octobre 2009.

Ce dividende sera soumis :

- * au prélèvement libératoire de 18 % chez les actionnaires déclarant opter expressément pour ledit prélèvement libératoire ;
- * au barème progressif de l'impôt sur le revenu et affecté d'un abattement de 40 % avant imposition, chez les actionnaires personnes physiques n'ayant pas opté pour le prélèvement libératoire ;
- * au paiement à la source des prélèvements sociaux chez les actionnaires personnes physiques ayant opté ou non pour le prélèvement libératoire ;

Il est rappelé que :

- * le prélèvement libératoire de 18 % devra être déclaré et payé par la société au plus tard le quinzième jour du mois suivant la mise en paiement du dividende ;
- * les prélèvements sociaux devront être déclarés et payés par la société au plus tard le quinzième jour du mois suivant la mise en paiement du dividende.

L'assemblée générale reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois précédents exercices, les dividendes distribués à chaque action et le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 50 % puis de 40 % pour les distributions mises en paiement à compter du 1^{er} janvier 2006 ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende distribué	Eligible à l'abattement	Revenu réel
2005 - 2006	1 224 000	1,20 €	Oui	1,20 €
2006 - 2007	1 224 000	0,60 €	Oui	0,60 €
2007 - 2008	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €

La part des dividendes revenant aux actions propres, détenue par la société, sera reclassée en réserve facultative.

* CINQUIÈME RÉOLUTION - RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE DE PERMETTRE A LA SOCIÉTÉ D'INTERVENIR SUR SES PROPRES ACTIONS

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée ordinaire, l'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration autorise, conformément aux articles L.225-209 et suivants du code de commerce, le conseil d'administration à faire acheter par la société ses propres actions de la société dans les conditions suivantes :

- * prix maximal d'achat par action : 25 Euros (hors frais d'acquisition);
- * prix minimal de vente par action : 20 Euros (hors frais de cession) ;
- * le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122.400 actions, le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 3.060.000 euros.

En cas d'opérations sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital à ce jour avant l'opération et le nombre de ces titres après la ou les opérations.

La présente autorisation a pour objet :

- de permettre à la société d'utiliser les possibilités d'acquisitions pour remettre des actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- d'annuler ces actions.

Les actions pourront, à tout moment dans les limites de la réglementation en vigueur, être acquises, cédées, échangées ou transférées, que ce soit sur le marché, ou hors marché, par tous moyens et, notamment, par transactions de blocs.

La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transactions de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

Cette autorisation est donnée à compter de la présente assemblée générale pour une période maximale de dix huit mois, expirant en conséquence le 19 avril 2011, et annule et remplace la précédente autorisation.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre cette autorisation et notamment pour passer tout ordre de bourse, signer tout acte d'achat de cession d'échange ou de transfert, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations auprès de l'autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

* SIXIÈME RÉOLUTION - POUVOIRS POUR FORMALITÉS

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes aux fins de procéder aux diverses formalités légales.

A LA MAJORITÉ EXTRAORDINAIRE

* SEPTIÈME RÉOLUTION - AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, décide en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du code de commerce, de réserver aux salariés de la société, une augmentation du capital social en numéraire aux conditions prévues à l'article L. 3332-18 du code du travail.

En cas d'adoption de la présente résolution, l'assemblée générale décide :

- que le président du conseil d'administration et directeur général disposera d'un délai maximum de six (6) mois pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues à l'article L.3332-1 du code du travail ;

- d'autoriser le conseil d'administration, à procéder, dans un délai maximum de douze (12) mois à compter de ce jour, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 10 % du capital nominal qui sera réservée aux salariés adhérant audit plan d'épargne d'entreprise et réalisée conformément aux dispositions de l'article L. 3332-18 du code du travail. En conséquence, cette autorisation entraîne la renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.

* HUITIÈME RÉOLUTION - AUTORISATION DE TRANSFERT DES TITRES DE LA SOCIÉTÉ GROUPE DIFFUSION PLUS D'EUROLIST VERS ALTERNEXT

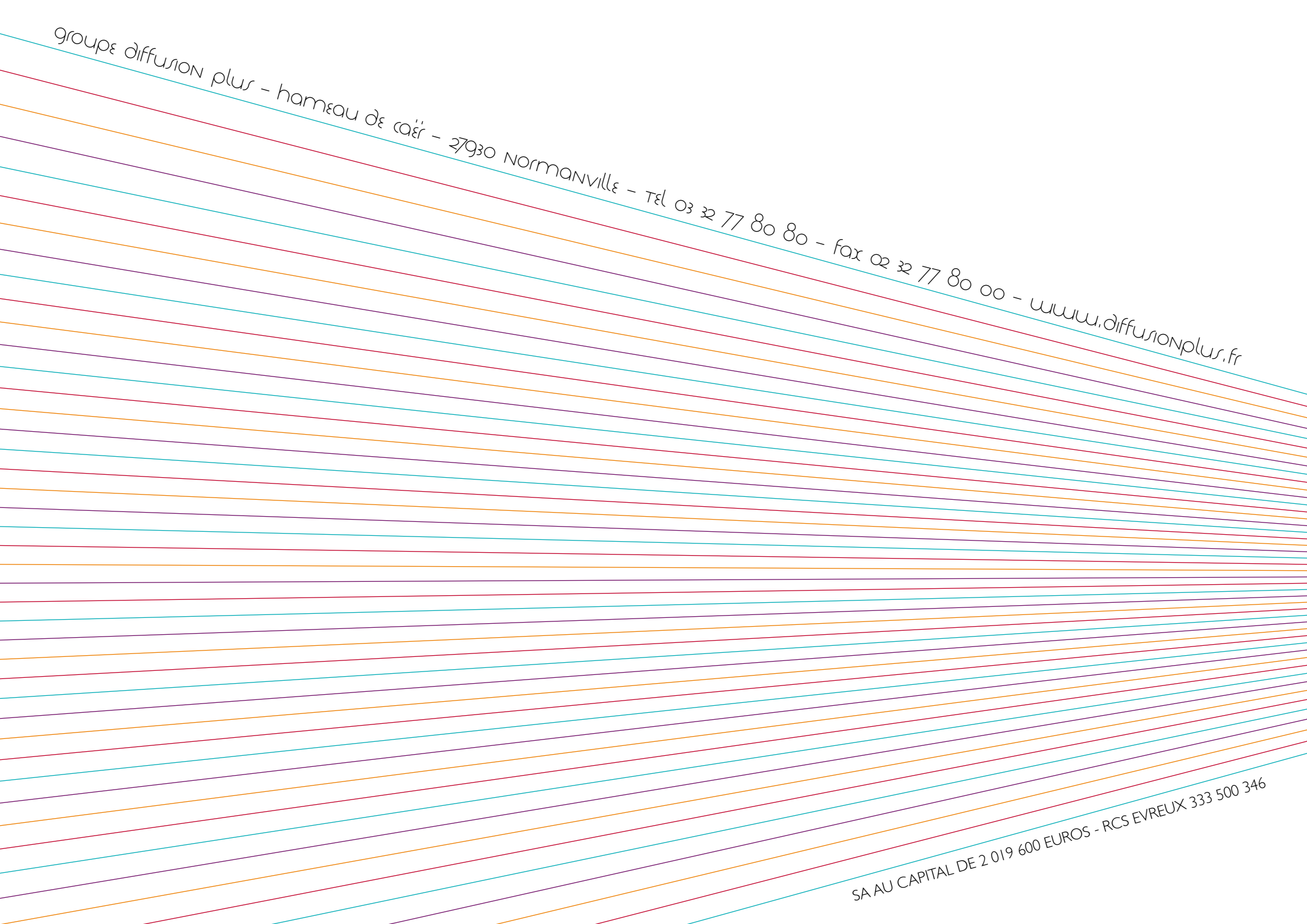
L'assemblée générale, informée d'une proposition de loi BRUNEL visant notamment à faciliter le transfert de la cotation des PME relevant du compartiment C EUROLIST vers ALTERNEXT, et de l'intérêt potentiel du conseil d'administration pour une éventuelle mise en œuvre de la procédure simplifiée de transfert en cours d'élaboration, décide :

* d'approuver le principe d'un tel transfert des actions de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, admises aux négociations sur le segment C d'EUROLIST vers ALTERNEXT ;

* de déléguer tous pouvoirs au conseil d'administration pour décider ou non dudit transfert effectif des actions de la société GROUPE DIFFUSION PLUS vers ALTERNEXT et effectuer tous actes, démarches, procédures et autres formalités nécessaires à la réalisation définitive dudit transfert dans le respect du cadre légal et réglementaire tel qu'il aura été définitivement établi et entériné par les autorités compétentes.

* NEUVIÈME RÉOLUTION - POUVOIRS POUR FORMALITÉS

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes aux fins de procéder aux diverses formalités légales.



groupe diffusion plus - hameau de caër - 27930 NORMANVILLE - TEL 03 32 77 80 80 - FAX 02 32 77 80 00 - www.diffusionplus.fr

SA AU CAPITAL DE 2 019 600 EUROS - RCS EVREUX 333 500 346